

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 30 JUIN

N°222 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Tabarly gagne
la Transat

VOIR P.4

Séche- resse

Les mesures Bonnet

«L'armée viendra au secours des éleveurs victimes de la sécheresse», a déclaré hier soir Bonnet à Europe 1. Après avoir «rassuré» les consommateurs : «La consommation intérieure ne sera pas atteinte, c'est l'exportation de produits agricoles qui sera limitée». Bonnet a repris ses appels démagogiques : «Il faut consommer plus de fruits, plus de pêches. Ce sera très heureux pour les producteurs», oubliant de préciser les hausses qu'ont connues les fruits du fait même de la surproduction et de l'anarchie du marché.

Quelques vœux pieux pour que la spéculation sur la paille et les fourrages cesse et une mesure : l'armée mettra à la disposition des groupements d'agriculteurs, des camions et des hommes pour transporter l'excédent de paille des départements céréaliers vers ceux qui manquent de paille.

Les organisations agricoles réclamaient depuis longtemps cette mesure. Il aura fallu plus d'un mois pour que Bonnet se décide.

suite p. 4

Au nom de la «sécurité» des Français

Que veut Ponia- towski ?

voir p.2

QUI A DIT :

«Aucun pays civilisé ne peut demeurer passif devant les instincts immuables des foules menaçant l'ordre public»

Réponse : Ce n'est pas le Parisien Libéré après Montredon, c'est un quotidien de Varsovie, repris sans commentaires par l'Humanité. Tout comme Pato le Portugais, qui demandait aux masses de faire leur autocritique, les révisionnistes polonais considèrent que les revendications, les aspirations révolutionnaires des peuples viennent de «troubles» de «moments d'égarement collectifs». Les révisionnistes de tous les pays paieront ce mépris haineux quand tôt ou tard, les peuples réprimeront les «instincts» capitalistes de ces messieurs.

voir p. 8

L'AIRBUS DÉTOURNÉ : BIEN SUSPECT

Pendant qu'on nous rabat les oreilles avec la «bande à Carlos», Poniowski propose une coordination des polices à la Conférence européenne «contre le terrorisme international» de Luxembourg.

voir p. 7

LIBAN

Le camp de Tall El Zaatar assiégé

NON A UN NOUVEAU SEPTEMBRE NOIR

Une fois de plus, on tente de liquider la Révolution Palestinienne. Pour les forces liées à l'impérialisme, qu'elles soient libanaises ou plus généralement arabes, il faut en finir avec cette force qui pousse les peuples arabes à la lutte de libération. Depuis septembre 70, quand le boucher Hussein de Jordanie a organisé le massacre du peuple palestinien, l'offensive réactionnaire lancée contre les quartiers assiégés de Beyrouth est la plus grande de toutes celles qui ont précédé. La résistance face aux troupes syriennes des forces patriotes a tellement exaspéré les impérialistes qu'ils se déchaînent tous ensemble actuellement pour la liquidation de ces forces patriotes, car, malgré toutes les erreurs qui ont été commises, elles montrent la voie aux peuples de la région pour la lutte de

libération, celle de la lutte armée populaire.

Le silence de tous les pays impérialistes, y compris l'Union Soviétique montrent qu'ils sont tous complices du massacre que les forces réactionnaires tentent de mener.

Ce que veulent les impérialistes, c'est la partition du Liban, c'est créer un petit Etat confessionnel chrétien dans la montagne avec une ouverture sur la mer. L'autre partie sera donnée à la Syrie qui trouvera les moyens de liquider toute opposition patriotique, comme elle le fait actuellement à l'intérieur de la Syrie. Les impérialistes veulent créer un second «Israël» dans la région, comme si un seul ne suffisait pas. Ils veulent dominer entièrement la région, d'un côté les Etats fantoches, de l'autre les pays arabes.

Les Phalanges attaquant le même camp de Tall el Zaatar...



suite p. 7

Bourgogne-Electronique LE PROCÈS EN PRUD'HOMME AJOURNÉ PAR LA DIRECTION

Hier lundi, les licenciés apprenaient que la séance du Prud'homme, prévue le 30 et déjà repoussée deux fois, n'aurait pas lieu. La raison officielle invoquée étant que l'avocat de la direction avait une insolation !... La véritable raison, pour tout le monde à B.E., c'est que la direction manœuvre une nouvelle fois pour décourager et démobiler les licenciés.

Le soutien que des travailleurs du CHR, de la SNCF, de Hoover et de Peugeot étaient venus apporter hier, devant l'usine témoigne que la mobilisation demeure.

suite p. 5

PORTUGAL

Menaces d'Eanes contre les travailleurs et contre Carvalho

Après sa victoire que le PPD et le PS ont fêtée lundi soir par des feux d'artifice et des concerts de klaxons dans les rues de Lisbonne, Eanes a donné une conférence de presse. Il donne le ton dès les premières paroles : «Les lois de notre jeune démocratie seront respectées : ne sera toléré aucun pouvoir parallèle, il ne sera permis aucun type d'activité subversive. Tous ceux qui veulent revenir au 24 avril ou au 24 novembre seront condamnés dès le départ». Alors qu'Otelo, en commentant ses résultats électoraux avait déclaré : «Il est évident que ce vote a manifesté un refus du peuple contre le grand mensonge du 25 novembre».

suite p. 8



DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

LA DÉLINQUANCE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Sur les 534.000 condamnations prononcées dans l'année, on peut faire un tri très simple.

Si on totalise les «infractions aux règles de la circulation» (24,2 %), les infractions contre les personnes du fait de la circulation (6 %), les infractions sur les chèques (20 %), on a déjà la moitié.

Sur le total des condamnés, seuls 0,3 % le sont pour «crime». (Ce qui ne signifie pas forcément un crime de sang). Donc près

de 70 % correspondent à des délits et 30 % à des contraventions dites de 5ème classe (délits qui ont une condamnation faible et établie à l'avance).

Autant dire que la vague criminelle des bandits assoiffés de sang, torturant les personnes âgées, prenant des otages, existe surtout dans les journaux. Ce qui ne veut pas dire nier la réalité de la délinquance, ni même son augmentation, tares précisément produites par ce système

social que nous combattons.

UNE IMAGE DU DELINQUANT

La classification donnée, finalement, n'est que le reflet de la société qui la produit.

En effet, en premier lieu, les faits sont récoltés par la police, ce sont les faits visibles, connus. Tous ceux qui sont des infractions ne le sont pas également.



Un exemple connu : l'ouvrier ne peut frauder le fisc puisque son patron déclare tout aux impôts. Le bourgeois qui encaisse tranquillement ses plus-values n'inquiète personne. Et,

ce qui est plus grave encore, c'est qu'il plane dans la société une image dominante de ce qu'est le délinquant, le criminel, celui qu'on dénonce à la police, celui qui est visé. Supposons qu'un patron oblige une femme enceinte à travailler contrairement à la législation, qu'un cadre menace quelqu'un de le licencier, qu'un patron empêche les élections professionnelles, va-t-on les dénoncer eux à la police ?

Selon les idées de la classe dominante, ils ne sont pas considérés comme délinquants.

milliards d'impôts non payés (à titre de comparaison, le butin total des vols à main armée était de 77 millions en 74, soit, pour parler en chiffres, impressionnants, 0,23 % de la fraude fiscale), 25 milliards viennent des sociétés. Il ne s'agit pas d'ouvriers travaillant au noir, ni même de petits commerçants qu'on présente pourtant toujours comme les fauteurs essentiels de la fraude.

L'ORGANISATION DE LA POLICE

Quatre «missions» sont assignées à la police, qui se traduisent par quatre divisions principales :

- la **sécurité publique**. Terme neutre, la «sécurité publique», cache en fait, le «maintien de l'ordre», c'est-à-dire les diverses interventions physiques contre les luttes des travailleurs. La besogne est faite par les compagnies urbaines et les CRS (renforcés par les gendarmes mobiles). Des détachements spéciaux, les compagnies d'intervention, existent dans les grandes villes. Les compagnies urbaines (70.000 hommes sans Paris) assurent aussi la routine policière.

- Les **renseignements généraux**. Les RG traquent le renseignement politique, s'infiltrent partout, espionnent, écoutent les téléphones et analysent la presse. Leur ennemi désigné : les syndicalistes et les révolutionnaires. Ils surveillent aussi les partis de gauche et de droite, selon les aléas des contradictions au sein de la bourgeoisie. Poniatowski a prétendu que les écoutes étaient finies alors qu'il refusait une visite au centre ultramoderne de Boulay-les-troux consacré à ces écoutes. 35 000 individus sont aux RG, sans compter les indicateurs, et 1750 officient à Paris.

- La **DST**. Théoriquement tournée vers l'extérieur, elle collabore de fait à l'intérieur avec la police. Si elle en décode à l'occasion avec les espions étrangers (voir Carlos), depuis Marcellin, elle est surtout spécialisée dans la

lutte contre les révolutionnaires en France. Un service spécial le SUBAC (subversion, action) et le BOLAG (bureau de liaison et d'organisation antigauchiste) ont été mis sur pied. La DST collabore avec le SDECE, qui, lui, dépend de l'armée. Avec les RG, cette division de la police est une pièce importante dans les plans contre révolutionnaires.

«anticommandos»). Pour avoir des pouvoirs judiciaires, mener une enquête, interroger les gens, les garder à vue, il faut la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ). Un des projets de loi - pour l'instant abandonné - avait pour but d'étendre les pouvoirs des simples agents de police judiciaire. Depuis 68, la brigade criminelle de la PJ a vu ses activités contre les

autres fonctions de la police, en double, en quelque sorte. C'est le cas pour les activités de PJ (la France est littéralement quadrillée par 3800 brigades de gendarmerie, regroupées en 7 régions, qui correspondent aux zones de défense). Mais c'est aussi le cas pour le «maintien de l'ordre» dont les gendarmes mobiles sont le fleuron. Quand les CRS rechignent,



- La **police judiciaire (PJ)**. Enfin, la PJ est chargée de constater les infractions, et de rechercher les auteurs. Les services de PJ, répartis sur tout le territoire, ont pour «mission» officielle : «la lutte contre la grande criminalité» (la brigade anti-gang en fait partie), et contre le «terrorisme» (il existe une brigade

révolutionnaires se développer de façon notable, avec une section spécialisée dans les «atteintes à la sûreté de l'Etat et les menées subversives».

- La **gendarmerie**. Elle dépend de l'armée, mais elle est, en fait, un service qui assure presque toutes les

on envoie les gendarmes ; comme cela avait été le cas à LIP, où ce sont eux qui avaient évacué l'usine, le syndicat des CRS ayant demandé «qu'il n'y ait pas de violence». Ce fut le cas des événements d'Alérie aussi l'envoi d'un détachement de gendarmerie parachutiste de Mont de Marsant.

LES «INFRACTIONS ASTUCIEUSES»

Pour la criminalité d'affaires, l'idée dominante est qu'il s'agit d'affaires relativement bénignes. La police parle, d'ailleurs, d'«infraction astucieuse». Est astucieux, donc «petit délinquant», par exemple, le propriétaire qui expulse des personnes âgées de logements pour les rénover et les louer plus cher. La criminalité d'affaires, l'escroquerie financière n'est pratiquement pas réprimée. Elle spolie des individus et la collectivité, elle ruine des milliers mais elle est «astucieuse».

Si l'on prend les fausses factures ou les infractions sur les prix, on trouve aussi de telles aberrations. Ainsi, un commerçant fraudant sur les prix ne se verra pas infliger une amende supérieure à la différence de prix qu'il a encaissée en trop ! Les contrôles fiscaux sont ultra sélectifs. A Paris, par exemple, on trouve qu'ils visent singulièrement beaucoup de petits commerçants arabes... Quant aux grandes entreprises, pas de problèmes. Et les bourgeois peuvent dormir tranquilles, à moins qu'une rivalité de fractions ne produise un règlement de comptes public, comme ce fut le cas pour Chaban Delmas, ou dans l'affaire Dauga.

En tous les cas, sur 28

PAS DE FLAGRANT DELIT POUR LES CHEFS D'ENTREPRISE !

Le chef d'entreprise qui comparait en justice pour une affaire de ce genre, quand il y arrive, a le temps. Son affaire met en général entre 5 et 10 ans. Ce n'est pas du flagrant délit ! De plus, avant de se faire juger, il se fait passer pour cardiaque au dernier degré, trouvant un médecin pour le certifier et le tour est joué : «état de santé incompatible avec l'emprisonnement»...

29 MILLIARDS... POUR LE MILIEU

Dans un autre ordre d'idées, le racket et la prostitution, le crime organisé proprement dit qui, en sous main, finance les partis bourgeois, est un véritable chancre : les criminels selon un journal patronal, auraient gagné 29 milliards d'an dernier, dont 5 milliards au titre de la prostitution. Pendant ce temps les statistiques de la police qui ne manquent pas d'air n'ont trouvé que à peine 200 procès verbaux de racolage par jour !

On juge bien là la réalité de la lutte de Poniatowski contre le crime. Pendant que ses CRS sont lancés contre les ouvriers, le milieu empoche 29 milliards ! N'est-ce pas la meilleure qualification de cette société, criminelle jusqu'à la moelle, mais pas comme on veut nous le dire.

CONFÉRENCE DES P«C» EUROPÉENS À BERLIN-EST

UNE PHOTO DE FAMILLE QUI SERT BREJNEV

La conférence au sommet des P«C» d'Europe s'achèvera normalement aujourd'hui, sans aucun doute sur l'adoption à l'unanimité d'un document commun sur la paix et la détente. Mais pour aboutir à ce document, il aura fallu non pas deux jours de réunion, mais vingt-et-un mois de préparation (voir le Quotidien du Peuple du 29 juin). Dimanche, Brejnev et Tito se sont rencontrés avant l'ouverture de la Conférence. Par cette rencontre, Brejnev a probablement voulu illustrer l'unité retrouvée du camp «communiste», Tito et le parti yougoslave étant parmi les plus farouches opposants aux thèses soviétiques de «souveraineté limitée».

Au cours des 21 mois de préparation du sommet, la position du P«C»F a singulièrement changé. C'était au départ un des plus chauds défenseurs des thèses soviétiques contre «l'autonomisme» des partis roumain, yougoslave, italien et espagnol, et pour l'adoption d'un document prévoyant des actions communes liant les différents partis.

DE L'APPROBATION DES POSITIONS SOVIÉTIQUES...

En avril 75, Kanapa déclarait encore attendre de la conférence : «L'adoption d'un programme combatif, fondé sur une analyse approfondie des possibilités nouvelles de la lutte pour la paix, la coopération, le progrès social, le socialisme sur notre continent», et aussi «sur cette base le renforcement de la coopération entre nos partis et en particulier des décisions d'actions communes».

Quelques mois plus

tard, en octobre 75, le même Kanapa déclare que «son contenu et son caractère seront limités». Et il commence à parler à mots couverts des divergences avec l'URSS : «Nous ne saurions accepter de laisser entendre que notre lutte se réduit désormais à l'action en faveur de la coexistence pacifique». En clair, le P«C»F reproche à l'URSS son appréciation positive de la politique extérieure de Giscard. Tout dernièrement, le P«C»F ne parle plus que de document «très limité dans ses objectifs» qui «écartere toute idée de stratégie unique et met au contraire très fortement l'accent sur l'indépendance de chaque parti».

A L'«EURO- RÉVISIONNISME»

D'octobre 74 à juin 76, la position du P«C»F par rapport aux thèses soviétiques a donc considérablement changé. D'abord,

rangé sur les positions soviétiques aux côtés notamment du parti portugais engagé dans un processus putschiste de conquête de l'appareil d'Etat au Portugal. Que s'est-il passé entre temps ? Il y eut l'échec de la stratégie du PCP qui a pu amener le P«C»F à revoir ses positions, mais c'est en fin de compte la situation en France qui a été déterminante. L'image de l'URSS n'a cessé de se ternir dans les masses en particulier à

afin de faire pièce au poids du PS dans l'union de la gauche a dû abandonner les références même verbales à la dictature du prolétariat. Cette évolution l'a rapproché du PCI et du PCE, engagés dans des alliances du même type.

UNE ARME POUR LE SOCIAL-IMPÉRIALISME

Cependant, la distance prise par ces partis vis-à-

ces des visées agressives de l'URSS. En parant le loup de la toison de l'agneau, leur propagande désarme les peuples face à ce danger de guerre.

Même si à Berlin Est, le texte final adopté n'a qu'une portée très limitée, même si dans les faits la soumission totale de ces partis à l'URSS n'est pas plus de mise avec notamment l'abandon de la référence à l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire en l'occurrence de la soumis-



propos de l'affaire Pliouchtch, obligeant le P«C»F à se démarquer très nettement du modèle soviétique. Il y a eu également l'évolution affirmée lors du 22^e Congrès, la recherche «d'un socialisme aux couleurs de la France». Le P«C»F en quête du soutien des couches petites bourgeoises,

vis de l'URSS, la constitution de ce que la bourgeoisie a appelé «l'euro-communisme» ne signifie pas la rupture de tous liens avec l'URSS, et l'opposition au social-impérialisme. Ces partis continuent de cautionner la propagande soviétique sur la détente en Europe et par là même se font les compli-

sion à l'URSS, et son remplacement par le terme moins contraignant de solidarité internationaliste. Brejnev pourra tirer parti de l'unité de façade réalisée. Le social-impérialisme soviétique fera usage de ce sommet pour renforcer ses positions et pour camoufler ses visées agressives.

La gauloise à 2F le 1^{er} juillet RALENTISSEMENT FACTICE DE LA HAUSSE DES PRIX EN MAI

0,7 % de hausse en mai. Cette hausse suivant les 0,9 % du mois précédent suffit à réjouir Jean-Pierre Fourcade, qui s'était donné comme objectif de limiter à 10 % la hausse annuelle. Mais ce 0,7 % n'est pas ce qu'on pourrait appeler un ralentissement de l'inflation. Les mois précédents avaient connu des hausses très importantes. Le mois de juin a vu intervenir de nouvelles augmentations. L'entrée en vigueur en juillet des hausses du métro, des timbres et du tabac, vont tirer l'indice vers le haut. A partir du premier juillet la Gauloise passe de 1,70 franc à deux francs soit 16 % de hausse. Sur un an, les produits manufacturés ont augmenté de plus de 7,4 %, l'alimentation de 10,3 %, les services de 12 %. Les prix industriels se sont remis à augmenter rapidement. Les industriels ont augmenté leurs marges bénéficiaires, aux dépens du pouvoir d'achat des travailleurs. Pour «contenir la hausse des prix industriels», Giscard et Fourcade font appel «à la modération et à l'auto-discipline des travailleurs». Les experts économiques bourgeois demandent que «la masse salariale soit contenue». Dans «Les Echos», Pierre Locard écrit : «Ce que les circonstances imposent, c'est une grande manœuvre politico-psychologique de nature à frapper l'opinion et à l'entraîner dans la voie de la modération!»

Autrement dit, ce seraient les revendications des travailleurs qui seraient responsables de l'inflation. Voilà une rengaine que l'on connaît bien, vieille comme la bourgeoisie !

LE CNPF S'INTÉRESSE À L'EMPLOI DES FEMMES !

Le CNPF vient d'éditer une petite brochure intitulée «le CNPF et l'emploi des femmes». Un brusque accès de philanthropie aurait-il saisi le patronat français ? Les premières lignes du document ont vite fait d'en montrer la véritable raison : le patronat a besoin de bras, aussi s'inquiète-t-il de la baisse de natalité constatée par rapport aux prévisions du 6^e plan (1 million de naissances par an, pour, selon le document, 740 000 en 75). D'autre part, si en 75, alors que la «reprise» économique se faisait attendre, le patronat mettait l'accent sur «la nécessaire harmonisation entre vie professionnelle et vie familiale», c'est-à-dire poussait les femmes à rester à la maison, et pour cela n'hésitait pas à les licencier massivement, aujourd'hui, la reprise de l'activité économique (quelles qu'en soient les limites) lui fait à nouveau lorgner sur le travail féminin.

«Le droit au travail et la liberté de choix ne sont pas deux notions contradictoires» explique le CNPF. Quand on représente la négociation même du droit au travail,

quand on réclame, en d'autres occasions «la liberté de licenciement», il faut bien se donner un petit vernis humaniste. Mais on ajoute aussitôt : «le libre choix implique que les horaires soient aménagés pour une meilleure harmonie entre la vie professionnelle et la vie familiale (travail à temps partiel, horaires variables, congés pour soigner un enfant malade)». Et pour ceux qui n'auraient pas encore compris ce que cache cette démagogie, centrée sur l'idée que le travail féminin reste un travail d'appoint, on poursuit :

«Il ne faut pas toutefois que les charges des entreprises occupant une importante main-d'œuvre féminine en soient alourdies : même si ce congé était offert aux hommes, ce sont les femmes qui, pendant longtemps encore, seront appelées à le demander le plus souvent. C'est donc la sécurité sociale (prestations familiales) qui devrait supporter ces dépenses».

Traduction libre : «nous avons besoin que certaines femmes travaillent. Pour y

arriver, il faut que certains aménagements soient opérés, que les finances publiques (c'est-à-dire les impôts des travailleurs) s'en chargent donc !».

Pour la «réinsertion professionnelle» après un congé demandé à la suite de la naissance d'un enfant, le CNPF propose que le contrat de travail ne soit que «suspendu», tout en précisant qu'il «faut tenir compte de l'existence d'autres priorités et des problèmes que leur coordination pourrait poser

aux chefs d'entreprise». Ou encore que la réinsertion se fasse par le système de contrat-formation, aujourd'hui pratiqué pour les jeunes, et qui consiste à embaucher pour une durée limitée, avec un salaire réduit au tiers d'un salaire normal !

Si, comme certains experts bourgeois le pensent, la reprise ne survit pas à l'automne, le CNPF nous gratifiera peut-être d'un nouveau document sur les vertus du «libre choix» vers le travail ménager.

Excuse-toi partenaire !

Après l'appel de Marchais au chrétiens, Rocard appréciait ainsi la manœuvre du PCF : «Notre projet ne vise pas à faire le bonheur des hommes. Nous avons peur quand nous entendons ces mots, parce que c'est le début de l'autoritarisme, donc du fascisme». On ne comptait pas sur Rocard pour faire notre bonheur. Mais la question n'est pas là. Le PCF a très mal pris la chose et demande des excuses au PS pour «une attitude qui n'a rien à voir avec un comportement normal entre partenaires engagés autour d'une perspective politique, celle que définit le Programme Commun».

A part cela, l'Union se renforce, comme le disait Marchais dans «L'Humanité» d'hier !

HAUSSES DE LOYERS AU 1^{er} JUILLET

Le 1^{er} juillet comme le 1^{er} février est une date que connaissent bien les locataires, c'est celle de l'augmentation des loyers. Ce 1^{er} juillet n'a pas failli à la règle. D'une part, les loyers des immeubles classés II A qui

étaient réglementés par la loi de 48 sont libérés et certains propriétaires en ont déjà profité pour augmenter les loyers de plus de 100% ! D'autre part, tous les autres loyers seront augmentés : loyers libres et loyers réglementés. Pour les loyers libres, la recommandation gouvernementale va de 7 à 11% d'augmentation, mais rien n'oblige les propriétaires à la suivre. Pour les loyers des logements primés, dont la SCIC, filiale de la Caisse des Dépôts :

- 70 000 logements subiront une augmentation de 8% en juillet et entre 2 et 4% au 1^{er} février.

- 30 000 HLM auront une augmentation de 7,5% en juillet et entre 5 et 7% au 1^{er} février.

Ces augmentations n'ont cependant pas satisfait les propriétaires des logements à loyers réglementés HLM ou loi de 48. La SCIC demandait une augmentation de 20 à 23% en 76. Prenant prétexte de l'insuffisance selon eux de l'augmentation des loyers, les propriétaires refuseront d'engager les gros travaux nécessaires.

MARIAGES EXPRESS !

«Club de rencontres» c'est le nom de l'une des trois «agences matrimoniales» qui sous couvert de contacts pour mariage couvriraient un réseau de prostitution pour riches messieurs et covers-girls. A chaque «contact», l'agence touchait une commission pour frais de 100 F en dehors de l'abonnement annuel de 300 F. La police de Marseille s'est décidée à mettre sous les écrous quelques uns des responsables. Par les temps qui courent à Marseille, il vaut mieux prendre les devants, avant que d'autres ne mettent les pieds dans le plat.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La sécheresse

Les conséquences de la sécheresse et de la chaleur sont de plus en plus préoccupantes. Les incendies de forêts dévastent des centaines d'hectares. En Ardèche, dans la région de Lamastre, le feu poursuit sa progression, ainsi que sur le Mont Aigoual dans le Gard. En Meurthe et Moselle près de Custines, 50 hectares de résineux ont brûlé. Dans la zone de Vaires-sur-Essonne, le feu avance sur un front de trois kilomètres. La pollution s'est encore accrue dans les rivières. Plusieurs milliers de poissons morts (mille kilos) dans la Vilaine en aval de Vitry. A Saint-Brieuc, plusieurs quartiers ont été privés d'eau potable. Granet, le secrétaire d'État à l'environnement a annoncé qu'il allait réglementer la gestion des nappes préatiques afin de limiter «les forages sauvages». Dans de nombreuses entreprises, la chaleur est devenue quasi étouffante. Des actions, des débrayages ont lieu un peu partout pour demander l'amélioration des conditions de travail. L'agriculture est de plus en plus touchée. L'inaction du pouvoir est totale, alors que des milliers de paysans courent à la ruine. Déjà Fourcade commence à parler des «retombées de la sécheresse sur l'inflation».

NOUVELLES PROVOCATIONS DE BONNET

Il n'a pas plu depuis mars dans de nombreuses régions. Plus de trois mois plus tard, Bonnet, le ministre de l'agriculture et Lardinois, commissaire européen à l'agriculture, se sont décidés à visiter des exploitations agricoles de l'Orne et de la Sarthe.

«C'est un paysage très triste que nous avons pu voir aujourd'hui. Tout ce que nous ont dit les agriculteurs nous a beaucoup impressionnés», a déclaré M. Europe verte. Probablement indigné de l'inaction du gouvernement, Lardinois a rajouté : «La France et la Communauté devront aider les agriculteurs à passer un cap très difficile cet hiver !» Le clou de la provocation, c'est la déclaration de Christian Bonnet : «Il faut que les éleveurs ne cèdent pas à la panique, même s'ils ont l'impression que le gouvernement tarde à prendre des mesures. Nous

ne savons pas encore comment se matérialiseront les promesses du Président de la République de maintenir le revenu agricole en 1976. Mais j'encourage les éleveurs à garder le maximum de bêtes jusqu'au mois de septembre où un certain nombre d'aides seront accordées en fonction des troupeaux restant sur place».

Révoltante conclusion que celle que Bonnet a tirée de sa visite éclair : «Je suis impressionné par le courage, le calme, la maîtrise des éleveurs». En somme, nous ne prévoyons rien de précis pour vous. Souffrez en silence et tout ira bien ! Que Bonnet se garde de dormir sur ses deux oreilles ! Les paysans ruinés par la sécheresse et le capitalisme réfléchissent. Le calme dont Bonnet parle, pourrait bien être de ceux qui précèdent les tempêtes !

LES MESURES BONNET

suite de la une

Cette première mesure n'est destinée qu'à limiter un peu les dégâts, déjà très importants. Elle ne garantit pas une baisse des cours de la paille qui ont plus que triplés ; ce qui défavorise les paysans pauvres. La paille est le moins bon des aliments fourragers. C'est avec elle que la production de lait est la moins importante, donc le revenu des producteurs de lait de tout l'Ouest en particulier.

Bonnet a également annoncé qu'il soutiendrait les cours de la viande pour l'équivalent de deux mille tonnes de vaches de réforme (c'est-à-dire d'anciennes vaches laitières) par semaine.

D'ores et déjà, de nombreuses vaches ont été vendues à des cours très

inférieurs à la normale. D'autre part, il est évident que l'ONIBEV ne remontera pas immédiatement les cours, pour éviter une vente massive de ces vaches et le double marché spéculatif. Comme on le voit, ces mesures au-delà de la publicité qui en est faite, ont un caractère limité ne visant que certaines des conséquences de la sécheresse. Ce qui est déjà perdu n'est pas rattrapé, et les paysans perdront encore.

Trois mois pour quelques demi-mesures, dont il faut encore vérifier l'application, c'est long. L'insuffisance même de ces mesures en saurait satisfaire les paysans et empêcher l'expression de leur mécontentement.

Pierre PUJOL

En Côte d'Or

DE LA RUINE A LA LUTTE

Il n'a plu que trois dixièmes de millimètre en Côte d'Or depuis le début de juin au lieu des 70 mm habituels. 19° la nuit, plus de 30° le jour, des durées d'ensoleillement comme on n'en connaissait pas. Dans l'Ouest et le Nord-Ouest du département, la situation est devenue très grave. «C'est catastrophique. Les prés sont des paillassons. Les blés ne valent plus rien. L'orge refuse de monter», disent

cheptel qu'il faudra trois ans pour reconstituer. Les profiteurs se sont aussi emparés de la vente des pailles : ces pailles, nécessaires pour nourrir les bêtes, ne devraient pas dépasser six centimes le kilo. Aujourd'hui, elles dépassent vingt centimes au kilo ! La plupart des petits paysans sont pris au piège des emprunts et n'ont pratiquement pas d'économies. «Ceux qui ont de l'argent d'avance s'en sor-

et des spéculateurs. Giscard parle d'aider les paysans. Il les laisse mourir à petit feu, étouffés sous les charges et les emprunts. Le blocage des prix des céréales pour éviter la spéculation, les paysans n'en voient pas la couleur. En faisant mine de soutenir les cours de la viande, le pouvoir ne fait que sanctionner une solution dramatique, celle qui consiste à vendre des bêtes, qu'on a mis des années à

vont la payer. Septembre et décembre : paiement des fermages, des emprunts du Crédit Agricole, impôts fonciers et autres, tout va s'accumuler sur le dos des paysans ruinés. Le foin qu'on devait donner aux bêtes cet hiver est déjà consommé. Les bêtes qu'on devait vendre le seront déjà. Beaucoup de paysans ont déjà mangé leur pain d'hiver. Et ils le savent. Leur expérience de la politique agricole de la bourgeoisie leur enseigne qu'ils n'ont pas grand chose à attendre en aides du gouvernement, que les subventions vont toujours d'abord à ceux qui peuvent rembourser. Alfred Garnier, un éleveur de la Vienne, s'est pendu. Il avait 69 ans et avait tout fait pour «lancer» son fils correctement. Cette année a vu la ruine de ses espoirs. Ce geste de désespoir, ce sont ceux qui sont au pouvoir, qui en sont responsables en provoquant la ruine des paysans, et en les divisant. Contre la ruine et le désespoir, il est possible de s'unir. La révolte qui existe partout en est la preuve. A la campagne, on commence à reparler des viticulteurs. Le problème de la lutte est déjà, de fait, posé. De ce point de vue, les mois qui viennent seront déterminants.

P.P



les paysans ruinés ou en voie de l'être. Sur les six mille exploitants du département, près de la moitié sont endettés et à deux doigts de la ruine complète. Nombreux sont ceux qui se débarrassent de leurs bêtes. Conséquence : en quinze jours, les cours de la viande à la production ont baissé de deux francs au kilo à Dijon ! Ces ventes de bêtes ont commencé à «décapitaliser» le cheptel ;

tiront. Les autres iront à la culbute», entend-on dire. «Nous ne pourrions payer nos annuités. Alors commenceront les saisies, c'est le drame !». D'autres parlent «d'explosion violente» si le gouvernement continue à laisser la situation pourrir.

La situation des paysans de Côte-d'Or est une illustration de la situation d'ensemble des paysans victimes de la sécheresse

faire grossir et qui commencent à être rentables. La note de la sécheresse, du pillage des profiteurs en tous genres, gros céréaliers ou abattoirs, ce sont les paysans pauvres et moyens qui

Lutte contre la chaleur estivale dans les secteurs industriels Shangai

Changhai, 27 juin 1976 (hsinhua). Sur les fronts de l'industrie et des communications de Changhai, des mesures préventives contre la chaleur ont été prises et des règles d'hygiène ont été établies, ce qui a amélioré les conditions des ouvriers qui travaillent sous haute température.

Le bureau de l'industrie textile de Changhai a organisé suffisamment toutes les usines textiles pour qu'elles fabriquent elles-mêmes des équipements de climatisation. En quelques mois seulement, on a produit 250 de ces équipements et des installations de ventilation qui ont couvert essentiellement les besoins des usines. Au mois de mai, des dirigeants de ce bureau ont vérifié la climatisation dans une dizaine d'usines principales où le travail se fait à une température élevée. Les ateliers de l'aciérie n° 5 de Changhai ont entre-tenu et réparé à temps les équipements nécessaires. Une unité relevant du bureau de l'urbanisme de Changhai a établi dix-huit centres de repos et cinq infirmeries à

l'intention de ses ouvriers travaillant en plein air.

Les ouvriers ont aussi développé l'innovation et la transformation techniques et amélioré ainsi les conditions du travail à température élevée. L'aciérie n° 2 de Changhai a réalisé, entre janvier et avril de cette année, plus de trente innovations transformant le travail pénible dans une chaleur torride en processus de travail mécanique loin de la source de chaleur. Ce qui a diminué grandement l'intensité du travail des ouvriers.

Le département médical de Changhai a envoyé ses travailleurs médicaux examiner les ouvriers de 2 800 usines et entreprises, faire des enquêtes et recherches sur les conséquences physiologiques de la haute température et donner des conseils d'hygiène pour lutter contre la chaleur. Les services médicaux et commerciaux ont aidé les usines à gérer leurs services d'alimentation et d'hygiène.

(Agence Chine Nouvelle)

SPORTS

TABARLY GAGNE LA TRANSAT

A la surprise générale, c'est celui que l'on n'attendait plus, le silencieux de la mer, Tabarly, qui est arrivé le premier à Newport, à bord de son Pen Duick VI. Colas que l'on voyait déjà vainqueur est sorti de la brume huit heures plus tard. Tabarly a cassé son gouvernail automatique au quatrième jour de la traversée, il a alors voulu abandonner et mis le cap sur Brest pendant 24 H. Mais le marin breton a finalement décidé de tenter sa chance, et pendant dix-neuf jours il a navigué sans ce gouvernail automatique, c'est-à-dire avec l'obligation de demeurer presque en permanence à la barre de son bateau et cela dans de terribles tempêtes. Terminer en vainqueur de la course transatlantique en solitaire, dans ces conditions, relève de l'exploit, même si le record de la traversée détenu par Alain Colas depuis 72 n'a pas été battu.

Mais si l'arrivée de Tabarly dissipe les inquiétudes à son égard, elle ne lève pas celles qui concernent les autres concurrents dont une trentaine n'ont donné aucune nouvelle. Étant donné les tempêtes qui ont agité l'Atlantique, on peut avoir des craintes pour certains d'entre eux. La «foire transatlantique» aura certainement été un bon support publicitaire notamment pour «Thomson» qui assurait les liaisons radio de Colas avec Europe 1, mais il est à craindre qu'elle ne se termine mal pour plusieurs concurrents.

• Chantal Rega a également amélioré le record de France du deux cents mètres en 22'74. Bernard Lamitié a amélioré de dix centimètres l'ancien record de Valéstudie, au triple saut, il a franchi seize mètres quatre-vingt.

LUTTES OUVRIÈRES

ALA CENTRALE DERICHEMOND (MOSELLE) : APRÈS LA MORT DE DEUX DE LEURS CAMARADES LES TRAVAILLEURS MÈNENT L'ENQUÊTE

Après la mort de deux de leurs camarades, vendredi soir, les travailleurs de la centrale de Riche-
mont ont commencé l'en-
quête : les deux bennes
travaillaient pour l'entre-
prise Technilor d'Hagon-
dange. Actuellement, en
raison des travaux de ré-
fection, il y a pas mal
d'ouvriers d'entreprises
extérieures qui travaillent
à la centrale. Aussi la
direction de la centrale
tente de rejeter toutes les
responsabilités sur l'en-
treprise. Si, de toute évi-
dence, la direction de
Technilor a une part im-
portante de responsabilité
dans l'accident, la centra-
le ne saurait nier les
siennes qui sont très lour-
des, dans la mort des
deux travailleurs.

En effet, pour qu'une
entreprise entame un tra-
vail à la centrale, il faut
l'autorisation de cette
dernière, et cela à un
échelon élevé (ingénieur
au moins). Avant l'acci-
dent, il n'y avait qu'une
seule gaine d'aspiration
dans la cuve, cela est
plus que nettement in-
suffisant, tout le monde
le sait, et de cela la
centrale est entièrement
responsable. D'ailleurs,
les travailleurs de la cen-
trale ont remarqué qu'a-
près l'accident quatre
nouvelles gaines ont été
installées.

Une seule gaine d'ins-
tallation totalement inef-
ficace, pas de ventilation,

des chaudières en mar-
che, une seule ouverture
étroite en haut de la
cuve, bref un défi acca-
blant. Maintenant, à la
centrale ont parlé de faire
une seconde ouverture
à la base de la cuve !

L'ouvrier qui a été pro-
jeté en l'air, à travers la
toiture, était atteint d'une
double fracture du crâne,
d'une double fracture de
la colonne vertébrale, de
multiples fractures, il
était brûlé à 100 %. Le
travailleur qui a porté
secours au peintre a été
tellement commotionné
qu'il n'a pas pu reprendre
le travail mais a été hos-
pitalisé. Les corps avaient
gonflé de façon démesu-
rée. Malgré cela, on veut
nous faire croire qu'il n'y
avait pas eu de tués sur
le coup. Pourquoi ? Les

travailleurs qui étaient sur
les lieux sont formels :
« Si celui qui est resté au
fond de l'eau râlait, l'au-
tre était déjà mort ». La
peinture utilisée à l'inté-
rieur était à base de
cétonne, on connaît les
dangers d'un tel produit
volatile et inflammable.
Un des brûlés tenait après
l'accident une balladeuse
et cette balladeuse se
composait d'une simple
ampoule sans aucune
protection. Au CHS, on
répond qu'on ne sait en-
core rien, le procureur de
la République a, paraît-il
commencé une enquête.
Pourtant, ces premiers
éléments ne sont-ils pas
suffisants pour permettre
de désigner les respon-
sables de ces crimes ?

Corres. Riche-
mont

DBA (Drancy) : un ouvrier écrasé par une presse de 600 tonnes

C'est dans des conditions particulièrement atroces
qu'un ouvrier a été tué à l'usine DBA de Drancy
(Seine-St-Denis) : il a été broyé sous une presse de
600 tonnes.

Il y a encore peu de temps, deux ouvriers travaillaient
sur cette machine, mais pour accroître leurs profits, les
patrons de DBA ont fait installer dessus, un système
électronique de surveillance. Ainsi, un seul ouvrier
produisait trois fois plus que les deux avec l'ancien
système.

La semaine dernière, un ouvrier avait refusé de
travailler dans ces conditions. Cette course effrénée aux
profits, c'est encore une fois un travailleur qui la paye de
sa vie. Aussitôt connue la nouvelle, tous les travailleurs
de l'usine ont spontanément débravé.

Communiqué de la fédération française des syndicats de banques et établissements financiers

La profession bancaire ne
connaît pas de répit social.
Trois mouvements locaux en
sont la manifestation :

• La Radio-Fiduciaire, éta-
blissement financier du grou-
pe Philips : son personnel est
en grande partie en grève
depuis le 10 juin 1976.

Le personnel de cet éta-
blissement pour l'essentiel
touche des salaires qui ne
vont guère au-delà de 1 600 à
1 700 francs. (Les feuilles de
paie affichées à l'entrée de
l'établissement, 5 place Max
Hymans en témoignent) et il
fait encore 41 h 15 par semai-
ne.

• Le personnel de la BNP-
Rouen : en grève depuis le 20
mai, pour des raisons de
rattrapage des salaires du
groupe et des raisons d'effec-
tifs et de locaux.

Le personnel de la BNP-
Dieppe s'est également joint
majoritairement à ce mouve-
ment.

• Les banques de la Corse
sont en grève depuis le 31
mai. Les motifs en sont :
prime d'insularité (compte-
tenu de la vie chère sur l'île,
problème non réglé après les
grèves de 1974), prime de
transport et augmentation
des effectifs.

La grève suivie à plus de
50% à Ajaccio s'est étendue
à Bastia dans les mêmes
proportions.

Ces conflits se caractéri-
sent :

- par leur durée, bien sûr
- par la détermination du personnel
- par une intransigeance pa-
tronale toute particulière
- le refus de négocier dans
les trois cas, malgré l'inté-
vention de l'Inspection du
Travail (Radio-Fiduciaire,
Rouen)
- une volonté répressive de
la part du patronat de plus en

plus marquée : nerf de boeuf
et menaces par un révolver à
la BNP Ajaccio, nombreuses
mises en référés des délégués
à la BNP Rouen, menace que
la grève soit une rupture du
contrat de travail dans la
banque populaire de Bastia et
bien évidemment refus de
négocier dans tous les cas.

La popularisation et le
soutien financier renforce-
ront l'action du personnel.

La CFDT s'y emploie et
soutient activement le per-
sonnel en grève pour l'abou-
tissement de ses justes re-
vendications.

THIONVILLE :

MANIFESTATION CONTRE LA MENACE DE FERMETURE DE L'ENTREPRISE VOYER À MONDELANGE (MOSELLE)

Lundi 28 à 17 heures, ce
sont 250 travailleurs environ
qui se sont rassemblés pour
un meeting face à l'Hôtel de
Ville, puis qui ont défilé dans
les rues avant de se rendre à
l'usine Voyer (constructions
métalliques). La manifesta-
tion regroupait principale-
ment les ouvriers de Voyer et
leur famille, ainsi que des
délégations des usines sidé-
rurgiques voisines et des
travailleurs de Sotracomet.

En effet le PDG de l'usine
Voyer vient d'être inculpé

« d'abus de biens sociaux, de
présentation et d'explication
de bilan inexact », en clair,
plus de seize millions offi-
ciellement ont été détournés.
Déjà pratiquement tout le
parc à ferraille a été démé-
nagé vers une autre usine
Voyer, celle de Tours. Il ne
reste plus sur le carnet de
commandes que deux ponts
roulants bientôt terminés.
Les 244 travailleurs de Mon-
delange risquent donc de se
retrouver à la rue du jour au
lendemain. Déjà les travail-
leurs de l'usine de Tours ont

Bourgogne - Electronique

LE PROCÈS EN PRUD'HOMME AJOURNÉ PAR LA DIRECTION

suite de la une

Vendredi dernier s'est
tenue une réunion de sec-
tion CFDT. A cette réunion
a été décidé un rassem-
blement le 29 juin à 17
heures des boîtes de la
région dijonnaise devant
les portes de l'usine. Le
but de ce meeting est « la
réintégration des 23 ». Hier
les licenciés de B.E. de-
vaient toucher leur « paie »
devant les travailleurs et la
presse qui sera présente.
Le problème posé par
quelques éléments réfor-
mistes de la CFDT était :
« Est-ce qu'on paie ou non
les trois licenciés de la
CGT ? »

Les camarades de la
CGT ne sont pas soutenus
par leur organisation. En
section, il y a eu un vote
majoritairement favorable
pour que les trois licenciés
de la CGT touchent leur
paie. Les travailleurs de la
section ainsi que les licen-
ciés ont avancé le point de
vue qu'il faut payer les
trois CGT. En effet, même
si la CGT ne prend pas en
charge les trois licenciés,

il serait anormal de laisser
ces trois camarades sans
ressources et complète-
ment désarmés. D'autre
part, les collectes récol-
tées à Dijon et ailleurs
(comités de soutien)
étaient bien faites pour les
quinze licenciés. Par rap-
port à cela, la population
dijonnaise et plus large-
ment, comprendrait mal
que certains soient payés
et d'autres non.

Aujourd'hui, l'UD-CFDT
remet en cause les déci-
sions de la section, les
éléments réformistes ne
sont pas d'accord.

Sans aucun doute, une
polémique vive va être
engagée dans les jours qui
viennent, car l'avis de la
section CFDT de B.E. n'a
pas du tout été pris en
compte, l'UD a décidé
seule.

COMMUNIQUÉ

Dijon, le 28 juin 1976

Comité de soutien de Dijon aux 23
licenciés de Bourgogne-Electronique

Le 30 juin, 15 travailleurs licenciés de B.E. devaient
passer en Prud'homme. Le 28, l'avocat Descaze annonce
que le jugement est reporté à une date ultérieure. Le
comité de soutien dénonce ce nouveau report. N'est-ce
pas dans le but de démobiliser les travailleurs de B.E., ainsi
que les entreprises de la région dijonnaise. C'est faire bien
peu de cas de la situation des licenciés et de leur famille. Le
comité de soutien poursuit son action pour la réintégration
et appelle à le renforcer.

Comité de Soutien de Dijon



• Pour camoufler l'é-
chec que ses hommes
viennent d'enregistrer
aux élections de délé-
gués à Chausson, le
PCF publie les résul-
tats groupés avec ceux
d'autres boîtes du
groupe (Chenard-Se-
cam). Ainsi, sur l'en-
semble le recul de la
CGT n'est plus que de
5,11 %, alors qu'à
Chausson Genevilliers
il est en moyenne de
12 % (19 % pour l'usine
G).

Communiqué de presse (paysans du Larzac)

Vingt-deux d'entre nous sont arrêtés. Ils sont entrés
dans les locaux du capitaine Delcamp, représentant des
Domaines afin de détruire les dossiers concernant les
débats pour l'extension du camp. Ils exigent l'arrêt de
ces achats.

Très conscients des risques qu'ils prennent, ils sont
prêts à les assurer.

Les paysans appellent à la solidarité nationale pour la
libération des inculpés, pour la levée des inculpations et
pour continuer la lutte jusqu'au bout.

de 18 h à 24 h

Mercredi 30 juin
6 HEURES POUR LA SEP
Gala-Débat

salle des fêtes du grand parc

Avec la participation de François Béranger,
Organisé par le syndicat des métaux CFDT de la
Gironde et le Comité de soutien aux travailleurs de la
S.E.P.

Correspondant Mondelange

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA SONDE AMÉRICAINE VIKING EXPLORE MARS

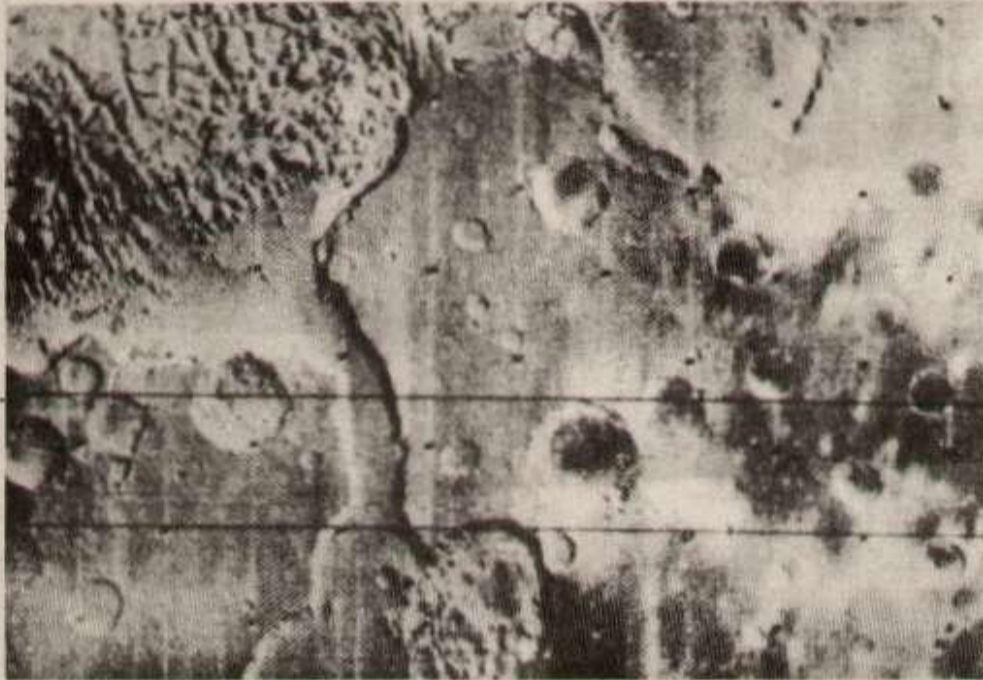
Depuis quelques jours, la sonde américaine Viking survole la planète Mars. Lancée le 11 août 75, elle a été placée en orbite autour de Mars, le 19 juin dernier. A la différence des engins soviétiques qui se sont déjà posés sur Mars, pour lesquels la séparation entre compartiment orbital et compartiment destiné à se poser se faisait avant la satellisation, la sonde Viking survole la planète avant qu'on procède à la séparation des deux compartiments. Cela a permis aux scientifiques américains de retarder l'atterrissage, les photographies de la zone prévue (la région de «Chryse», choisie pour son intérêt géologique) augurant de gra-

ves difficultés. L'atterrissage ne se fera donc pas le 4 juillet (jour du bicentenaire américain).

Si le programme Viking est mené à bien, un grand nombre de conjectures sur la «planète rouge» (la plus proche de la terre) seront levées. Il ne s'agira pas de savoir si les «canaux» aperçus depuis des siècles au télescope optique sont artificiels... Les observations faites depuis des dizaines d'années (avec les télescopes modernes, puis par radiotélescopes, puis enfin grâce aux sondes) avaient dissipé toutes les illusions sur les «petits hommes verts». Par

contre, la présence d'eau et même d'éventuels organismes vivants reste à étudier.

La présence d'eau est assurée par l'existence de glaces polaires (comme sur la terre) dont la surface varie avec les saisons martiennes. La présence d'organismes vivants est peu probable (l'atmosphère de Mars, d'après la précédente sonde soviétique serait composée d'argon et de gaz carbonique, ce qui excluerait les formes de vie non anaérobies, c'est-à-dire utilisant de l'oxygène). En analysant des échantillons, en détectant d'éventuelles modifications de leur composition, la sonde devrait lever ces hypothèses.



LECANUET REFUSE DE RECEVOIR LES FAMILLES DES INCULPÉS DE LORIENT

Hier, les familles des inculpés de Lorient (dont Romain Le Gal, détenu depuis le 12 avril 1976 à Fresnes) se sont présentées devant le ministère de la justice. Un inspecteur de police est venu les informer que le cabinet du ministre s'était réuni, et avait refusé de les recevoir. La délégation a remis des pétitions de soutien aux inculpés et exige la libération de Le Gal, dont la demande de mise en liberté vient d'être refusée pour la troisième fois par le juge Gallut. Prétexe avancé : Le Gal «refuse de collaborer avec le juge», ce qui n'a pas la moindre valeur judiciaire, d'après les avocats des inculpés (le cabinet Leclerc). En fait ceci se réfère au fait que Le Gal a refusé l'expertise psychiatrique à laquelle prétendait le soumettre le juge.

unitaire anti-répression, organisé par la coordination des comités anti-répression (qui s'est créée à la suite des arrestations de militants bretons, et des poursuites judiciaires contre des syndicalistes ouvriers et paysans, en Bretagne) et la coordination des comités de soutien aux inculpés de Lorient.

La plate-forme de ce rassemblement, qui devrait durer toute la journée est la suivante :

- Libération de Le Gal et de tous les emprisonnés politiques (Siméoni, Villier...) et levée de toutes les inculpations.

- Dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat.

- Dénonciation de la répression contre : les marxistes-léninistes, le FRAP, les immigrés, les viticulteurs, les Corses, les Bretons, Les Basques, les syndicalistes, les appelés, les objecteurs, les insoumis...

- Dénonciation de toutes les mesures visant à limiter les libertés.

On peut écrire à Le Gal :
Romain Le Gal
N° 655 583 G. 351 B
Tère Division
1, Avenue Division Leclerc
94 261 Fresnes

BARBÈS : UN SOIR COMME UN AUTRE

Au cours de la conférence de presse qu'ont tenue les familles des inculpés, les comités de soutien ont appelé à la tenue, le 11 juillet à Lorient, d'un rassemblement

Hier soir, en passant à Barbès, j'ai vu les flics, provocateurs comme d'habitude, leur matraque à la main. Il y avait une engueulade entre un ouvrier immigré et un maquereau. Celui-ci lui

a tapé dessus et l'a blessé. Les policiers ont embarqué l'ouvrier immigré et lui ont conseillé de partir chez lui. Mais il n'a pas voulu, il voulait poursuivre le maquereau. Alors les flics l'ont tabassé : coups de matraque sur le dos, sur la tête, il s'est mis à saigner. Ils l'ont embarqué. Tout autour, il y avait des travailleurs immigrés, alors les flics ont commencé à réclamer les papiers, à demander ce qu'on faisait. Je suis intervenu pour protester, ils m'ont embarqué aussi et m'ont gardé quatre heures au poste après la vérification d'identité. Pendant ce temps, l'autre ouvrier immigré continuait à saigner et les flics l'obligeaient à nettoyer le sang.

Un lecteur du Quotidien

Conférence de presse de l'OC-GOP et de l'OC-Révolution

A Paris, hier après-midi, s'est tenue une conférence de presse de l'OC-GOP et de l'OC-Révolution. Les deux organisations ont rendu compte des travaux de leurs Congrès qui se sont tenus respectivement le 20 et 21 juin pour l'OC-GOP à Lyon, et le 26 et 27 juin pour l'OC-Révolution. Afin d'informer nos lecteurs et de répondre à leurs questions, nous publierons prochainement une interview de deux responsables de ces organisations.

Les dangers du fluor

Maurienne, vallée de la lutte

DES MÉDECINS AU SERVICE DES OUVRIERS DE PÉCHINEY 2

DE L'ARTHROSE À L'USINE TOUT LE MONDE EN A

La visite des villages a continué, les ouvriers ouvrant tous leurs portes, parfois avec réticence (devant des médecins révolutionnaires qu'ils étaient étonnés de

voir venir à eux aussi simplement), qui tombait rapidement dès que la discussion s'engageait. Les femmes ont toutes montré leur intérêt pour l'enquête, parlant des maladies de leur mari mais aussi de leurs enfants. Ce sont elles

qui ont signalé les nombreuses fausses couches, les nez qui saignent, les fractures qui ne guérissent pas ou très lentement.

«Ma voisine a fait une fausse couche à quatre mois et demi de grossesse, en levant les bras pour prendre un objet sur une armoire. Les médecins donnent maintenant des hormones pour que le gosse tienne, sans dire pour quoi». «Ma fille saignait du nez la nuit, depuis qu'elle ne travaille plus dans le pays, elle est guérie».

«Il faut trois mois pour ressouder une petite fêlure à la cheville ! Quelqu'un qui se casse la jambe boite pendant des mois et des mois, on dit dans le pays «va te faire attacher la jambe avec un fil de fer pour être sûr que ça tienne». «De l'arthrose à l'usine, tout le monde en a !». «Je ne fait plus de ski, j'ai peur de me casser une jambe et d'être handicapé à vie : mon voisin risque l'amputation pour une fracture qui traîne depuis six mois. Tout le monde sait qu'en Haute-Maurienne, les fractures nettent facilement un

mois de plus à consolider qu'en Basse Maurienne».

LA POSITION DES MÉDECINS DE LA VALLÉE

Aucun n'a encore pris position pour les ouvriers, «mais on va aller les trouver pour cela !» Certains sont achetés par P.U.K., et vont régulièrement aux réunions organisées à l'usine. Certains ne prennent pas position. D'autres rassurent sans relâche. «Avec lui, c'est toujours rien du tout et puis on est toujours malade», nous dit M.L. «Les gosses en Maurienne ont très souvent mal à la tête, ce n'est pas normal à 10 ans ! Le médecin dit que ça vient du foie. L'institutrice dit qu'elle n'a pas vu ça ailleurs».

DÉCIDÉS À LUTTER

«La population doit nous appuyer, être de notre côté, mais la lutte viendra de nous. Si le questionnaire est largement distribué dans le syndicat, ça ira vite !» «J'ai amené le questionnaire au délégué, on en a parlé au syndicat. On est décidé à

obliger les délégués à faire leur boulot, à venir au comité anti-pollution, à travailler avec le CLISACT. Sinon, on en recausera à la prochaine élection de délégués !»

«Je suis décidé à me battre, si je ne gagne pas pour moi qui suis prêt de la retraite, ce sera au moins pour mon fils».

Tous les ouvriers sont unanimes : «C'est bien ce que vous faites. Des médecins comme vous, il en faudrait de plus en plus ! Ici, ils ne sont pas pour nous. Comment faire pour les obliger à nous aider ?»

LA MÉDECINE AU SERVICE DU PEUPLE SE CONCRÉTISE

A St Jean de Maurienne, les médecins ont beaucoup appris des ouvriers. Plus en quelques jours qu'en de longues années d'étude.

Les ouvriers ont appris des médecins, et ils vont apprendre aux autres ouvriers ; ces connaissances seront bonnes pour la lutte contre P.U.K. et contre ses médecins.

«Les ouvriers se moquent de leur santé, ils sont incapables de comprendre !» Cette idée que répandent les médecins des patrons, est tombée en ruine à St-Jean-de-Maurienne. «Les ouvriers ne veulent pas lutter !» L'intérêt qu'ils ont manifesté à se saisir de cette nouvelle arme, la connaissance médicale, pour servir leur lutte, faire avancer le syndicat, a démenti cette calomnie.

«On ne peut pas changer la société» Les nouveaux rapports qui ont commencé à s'établir dans la vallée de la Maurienne entre les médecins au service du peuple et les ouvriers de P.U.K., ont montré la profondeur des aspirations révolutionnaires à une nouvelle société, celle des ouvriers et des paysans, avec de nouveaux rapports sociaux.

P.U.K. reculera !

Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail.

CLISACT
56, rue des Guipons
94800 - VILLEJUIF

«Ils vont jusqu'à ralentir les fours pour le Tour de France»

Une réunion publique à Saint-Martin (petit village de 500 habitants), le vendredi soir, rassemblait une centaine de paysans, ouvriers, habitants.

Après un débat sur la forêt, les animaux, une riche discussion s'est engagée sur la santé des ouvriers, des habitants s'est engagée.

Des quatre coins de la salle, venaient les témoignages, les idées pour lutter contre P.U.K., le dénoncer.

«La santé des ouvriers, ça leur importe peu. Par contre, pendant le Tour de France, ils vont jusqu'à ralentir les fours, pour qu'on ne voit pas la fumée !»

L'idée du rassemblement national contre P.U.K. a suscité l'enthousiasme et les promesses de se mettre au travail pour que le plus grand nombre d'ouvriers et paysans y viennent. A la fin de la réunion, des demandes de contre-expertises étaient faites, des témoignages encore apportés qui apprenaient aux médecins de nouveaux signes, et faisaient avancer la recherche.

INTERNATIONAL

LIBAN

BOMBARDEMENTS SUR LE VILLAGE DE TALL EL ZAATAR LES FORCES PATRIOTIQUES RÉSISTENT

Depuis une semaine, les forces réactionnaires bombardent sauvagement les quartiers populaires situés dans la zone contrôlée par elles, Tell el Zaatar, Jisr al Bacha et Nabaa. Depuis une semaine, ces quartiers résistent courageusement à la plus grande offensive réactionnaire jamais vue depuis le début des événements. Forts de l'appui impérialiste, de l'appui syrien, les forces réactionnaires ont concentré plus de six mille miliciens contre ces trois quartiers. Plus de mille personnes sont déjà mortes en sept jours et il y a environ dix mille blessés. Malgré tout cela, la Résistance continue dans les quartiers assiégés. Tell el Zaatar reçoit le plus grand nombre d'obus. Il est vrai que c'est la place forte de la Résistance Palestinienne dans ce secteur.



TELL EL ZAATAR RÉSISTE AVEC COURAGE

Depuis l'installation de ce camp, les prévisions ont été faites pour s'opposer à ce genre de guerre. La Résistance savait que ce camp est entouré de quartiers dominés par les forces vendues à l'impérialisme : les Phalanges et autres. La fortification du camp a été surtout mise au point depuis mai 73, quand l'armée a échoué dans sa tentative de liquider la Résistance. Celle-ci savait très bien que le complot allait continuer contre elle et avait

prévu les formes de sa résistance. Il est remarquable de voir que le camp de Tell el Zaatar a vécu presque isolé depuis le début des événements, c'est-à-dire depuis quinze mois. A chaque période de reprise des combats, Tell el Zaatar a été bombardé.

Au moment de l'offensive phalangiste contre le quartier de la Quarantaine, qui a été rasé après que les habitants aient été chassés, Tell el Zaatar et Jisr al Bacha ont été bombardés pendant plus d'une semaine.

Les habitants de Tell el Zaatar, Jisr al Bacha et de Nabaa sont déterminés à lutter jusqu'au bout contre les forces réactionnaires. Ils savent très bien ce qui est arrivé aux habitants de la Quarantaine, qui ont tout perdu et qui vivent actuellement encore plus misérablement qu'avant.

Tous les habitants de ces quartiers sont des réfugiés. Ils ont été chassés soit de Palestine, soit du Sud du Liban par les sionistes. S'ils ont perdu leur maison une première fois, ils ne sont pas prêts à perdre leur bidonville encore une fois.

RIPOSTE DES FORCES PATRIOTIQUES

En même temps que la résistance des habitants et des forces armées dans les trois quartiers assiégés, les forces patriotiques ont lancé une attaque contre le port de Jounieh, que les forces réactionnaires comptent transformer en capitale de leur Etat fantoche. C'est de ce port aussi qu'elles avaient reçu des armes des puissances impérialistes, dont la France... Les forces patriotiques encerclent la ville natale de Chamoun, Deir al Kamar, dans le Chouf.

Elles bombardent aussi le secteur contrôlé par les milices de droite à Beyrouth et dans ses environs, Kahhalé, Araya et les quartiers autour de Tell el Zaatar.

L'ARMÉE SYRIENNE AUX CÔTÉS DES MILICES RÉACTIONNAIRES

D'autre part, des troupes syriennes sont encore intervenues dans la Békaa contre les positions des forces patriotiques à Baalbeck et des villages autour. Elles bombardent aussi les positions de ces forces dans la montagne, dans le secteur Faraya-Aïoun al Semmane. La Syrie veut remplacer les milices de droite dans ces régions car ces dernières sont actuellement à Beyrouth en train de frapper les quartiers assiégés.

L'intensité des combats a empêché le premier ministre libyen de rencontrer Frangié, un des hauts responsables du massacre actuel. On peut se demander quel jeu mène la Libye au Liban quand après avoir rencontré les Phalanges, les Syriens, elle cherche à discuter avec Frangié. Il est possible que la Libye cherche à faire un peu reculer les forces réactionnaires en leur promettant des garanties contre la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais.

suite de la une

Non à un nouveau Septembre Noir

Ce qu'ils veulent surtout, c'est empêcher que le peuple palestinien, soutenu par l'ensemble des peuples arabes de la région lutte pour la destruction du bastion de l'impérialisme au Proche-Orient, l'Etat d'Israël.

Ils savent que tant qu'il y aura une résistance armée au Liban, tous leurs projets seront jetés à l'eau. C'est pour cette raison qu'ils s'acharnent tous actuellement à détruire cette résistance. La détermination à lutter jusqu'au bout et le courage des peuples palestiniens et libanais empêcheront que de tels plans soient mis en application dans la région.

Yomna El Khalil

en bref...

● **CORÉE** : Le 26 juin a eu lieu à Pyongyang un grand rassemblement pour célébrer le 26^e anniversaire de la guerre de libération contre l'impérialisme US.

● **TAIWAN** : Le gouvernement fantoche a passé commande auprès de la firme américaine Hughes Aircraft d'un réseau de défense anti-aérienne de 34 millions de dollars. Il s'agit du plus gros contrat d'armement conclu entre ce gouvernement et une firme américaine.

DES MENSONGES DÉLIBÉRÉS : QUESTIONS SUR UN COMMANDO

Le commando qui a pris en otage les passagers et l'équipage de l'avion Airbus de Tel Aviv-Paris est plus que suspect. De nombreuses questions se posent à son propos.

1- Pourquoi, alors que le Front Populaire de Libération de la Palestine et l'OLP dont il est membre ont démenti toute appartenance du commando à leur organisation, pourquoi la presse et la radio prétendent-ils que ses membres sont du FPLP ? C'est le mensonge délibéré, utilisé contre la Résistance Palestinienne dans son ensemble.

2- Pourquoi le commando a-t-il changé de nom en cours d'opération se réclamant d'abord du Front radical pour la libération de la Palestine, organisation inexistante, puis du FPLP ?

3- Pourquoi les coups de téléphone attribués au FPLP et revendiquant l'opération venaient-ils de Damas, alors que le FPLP a toujours été interdit en Syrie, et qu'aujourd'hui toute activité de la Résistance est interdite.

4- Qui tire les ficelles de cette sombre machination, sans aucun but apparent autre que de détourner l'attention du massacre organisé par les Phalanges sous la protection des troupes syriennes ?

Au terme de près de trois jours de détournement, une intense campagne contre la Résistance Palestinienne se

développe sous le couvert de cette opération de commando. Les Palestiniens sont présentés comme de dangereux terroristes. Une telle opération apparaît aujourd'hui comme une légitimation du massacre qu'organisent les Phalanges, sous la protection des troupes syriennes.

G.C.

ÉTRANGE HISTOIRE...

Les passagers et l'équipage de l'Airbus détourné dimanche étaient toujours détenus par le commando sur l'aérodrome d'Entebbe en Ouganda. Après de longues négociations avec l'ambassadeur de France (en effet l'avion dépend du gouvernement français), on apprenait enfin hier quelles étaient les exigences des «pirates de l'air». Ils demandent la libération de plusieurs dizaines de «combattants de la liberté» ; ce qui engloberait des militants palestiniens, prisonniers des géôles sionistes, des «terroristes» prisonniers au Kenya, des membres de la bande à Baader en Allemagne, une amie de «Carlos» en

France, etc... Il est étrange, mais ce n'est pas la seule chose étrange, que reparaisse dans cette demande l'image du réseau international terroriste cher à Sulfert du «Point» auquel seraient liés les Palestiniens.

Pendant ce temps, une «conférence européenne contre le terrorisme international» se réunit à Luxembourg. Elle préconise une meilleure collaboration des polices, avec des échanges pour que les policiers de différents pays se connaissent mieux. En particulier, on prévoit que des commissaires français aillent faire des stages en Allemagne...

en bref...

● **CONFÉRENCE DE PORTO-RICO** : Cette conférence, marquée par beaucoup de publicité et de grandes phrases ne semble pas avoir donné de grands résultats. On a beaucoup parlé de lutte contre les désordres monétaires, mais cela n'empêche pas la lire de chuter.

L'autre point soulevé, l'accord entre les pays impérialistes contre les revendications des pays du Tiers Monde après la conférence de Nairobi où des divergences étaient apparues, ne semble pas avoir été approfondi. Il est probable qu'une discussion sur ce sujet aurait fait apparaître l'isolement de l'impérialisme US.

● **GRÈVES EN ITALIE** : Le 25 juin, plus de deux millions 500 000 ouvriers agricoles ont fait grève pour des augmentations de salaire. Le même jour, 800 000 employés de commerce ont commencé une série de grèves par régions.

HUSSEIN DE JORDANIE REVIENT D'UNION SOVIÉTIQUE

Après une visite de deux jours en URSS, le roi Hussein est rentré à Amman. L'un des objectifs de la visite était de passer un contrat pour l'achat d'un système de défense anti-aérien. L'éventualité d'un achat de matériel soviétique était apparue quand la Jordanie s'était montrée incapable de payer les 850 millions de dollars que réclamaient les USA.

En fait, il n'est fait nulle part mention de ce contrat d'armes dans les communiqués finaux. Officiellement, Hussein a eu des entretiens «amicaux et fructueux» avec Podgorny, tandis que le communiqué commun indiquait uniquement que les deux pays réaffirmaient leur amitié.

En réalité, ce qui est nouveau est cette visite en elle-même : l'homme qui a massacré les Palestiniens à Amman en septembre 1970, apparaissait jusqu'à présent

comme exclusivement dominé par les USA dont il faisait les quatre volontés. Son voyage en URSS indique au moins une chose dans la lutte que se mènent Américains et Soviétiques au Moyen Orient : chacun cherche à se pousser dans les places fortes de l'autre. Devant la brutale poussée américaine au Moyen Orient, manifestée par la réalisation de l'accord sur le Sinaï, l'encouragement apporté aux phalanges au Liban, puis l'appui apporté à l'intervention syrienne, l'URSS essaie de ne pas se laisser pousser par la liquidation de la Résistance Palestinienne. Aussi noue-t-elle des relations avec Israël, avec la Jordanie, tout en renforçant sa flotte en Méditerranée, tandis qu'elle appelle à cesser une «guerre fratricide entre arabes» au déclenchement de laquelle elle a elle-même participé en couvrant l'intervention syrienne.

INTERNATIONAL

Portugal

LE SUCCÈS D'OTELO INQUIÈTE LA BOURGEOISIE

Ces élections présidentielles auront donc vu deux grands vaincus : d'un côté sans équivoque ni contestation possible, le PCP ; d'un autre, le PS qui ne veut voir que la victoire de Eanes et se bouche les yeux. Le Parti Socialiste va se retrouver au gouvernement nommé par un président de la République que la moitié de son électoral a refusé, en votant pour Pinheiro de Azevedo ou pour Otelo. Et c'est en plus les bases ouvrières et populaires de ce parti, même des militants qui ont pris cette position.

Dans l'île de Majeira, où avaient lieu des élections pour un parlement régional, le Parti Socialiste perd des voix au profit de l'UDP, seule organisation de la gauche révolutionnaire présente qui obtient deux représentants, multipliant le nombre de ses voix par cinq, en obtenant trois fois plus que le PCP. Cet exemple montre bien que la campagne d'Otelo a en partie changé le rapport de forces, en particulier dans la classe ouvrière. Un délégué syndical de la TAP (Transports Aériens) m'expliquait : «Un congrès

syndical va avoir lieu à la fin du mois d'octobre. Jusqu'à aujourd'hui, on avait peur que ce soit un champ de manœuvres entre le PS et le PCP. Maintenant, après le vote massif des travailleurs pour Otelo, on est fermement décidé à se battre pour que ce soit la classe ouvrière qui prenne en main ce congrès. Les travailleurs ont montré qu'ils en avaient assez des manipulations dans leur dos. C'est en

luttant et en ne laissant pas les partis décider à notre place que nous gagnerons».

Tel doit être le rôle des «groupes dynamisateurs d'unité populaire» selon Otelo : «Ils ne se substituent pas aux organisations de travailleurs et d'habitants, parce que leurs champs d'action sont différents. Les GDUP exerceront une action constante de dynamisation et d'éclaircissement des masses pour l'unité populaire et la discussion d'un programme».

Le succès de la campagne d'Otelo, le développement des groupes dynamisateurs d'unité populaire, et l'attrait qu'ils exercent sur de nombreux militants du PS inquiètent la bourgeoisie, ce qui transparaît clairement dans les propos d'Eanes qui dit que les «pouvoirs parallèles ne seront pas tolérés».



Eanes menace «Les pouvoirs parallèles ne seront pas tolérés»

suite de la une

Durant toute sa conférence, les attaques contre Otelo de Carvalho, et les amalgames entre les fascistes et les travailleurs qui refusent de se laisser exploiter : «Certains groupes ont réussi, dans les Açores et l'Alentejo, grâce à l'impunité, à intimider les populations. Mais ces groupes confusionnistes finiront nécessairement par être neutralisés quand les autorités passeront à l'action de façon décidée». Rappelant à chaque phrase le respect de la Constitution qui «imposera à tous la volonté de la majorité du peuple portugais exprimée par des élections libres». Il lançait un appel pour que tous participent à la reconstruction du pays «avec une opposition critique».

Mais «l'opposition systématique ne sera pas admise, les intérêts des ouvriers et des patrons sont convergents et doivent être conciliés en faveur du peuple». Plus loin, il ajoutait : «Les multinationales ne sont aucunement préjudiciables au peuple», alors que des licenciements massifs sont en préparation (à Timex 1 800 travailleurs au premier juillet).

A un journaliste qui lui rappelait que la Constitution parle de la «voie vers le socialisme», il répond : «Avant, le Portugal avait un modèle capitaliste, pour relancer l'économie, je propose un modèle pragmatique dans l'intérêt

du pays». Essayant une nouvelle fois de «démolir» Otelo, rappelant qu'il serait jugé par les tribunaux, il lançait des appels au PCP pour qu'il «participe à la vie démocratique du pays», et il montrait une nouvelle fois que le mouvement des masses autour de l'ex-commandant du COPCON inquiète beaucoup la bourgeoisie portugaise.

C'est Mario Soarès qui sera le premier ministre chargé de former un gouvernement capable de présenter un programme «véritablement national» et mobiliser les masses pour collaborer à son application.

en bref...

● ESPAGNE : Le parti de Fraga Iribarne, Reforma Democrática a déclaré à Paris qu'il était nécessaire de permettre au parti de Carrillo, le parti révisionniste espagnol d'exercer une activité politique «comme tous les autres partis» dans le cadre d'un Etat de droit démocratique qui n'existe pas encore. C'est une nouvelle porte ouverte vers la légalisation du PCE, bien que jusqu'à présent, le gouvernement et Fraga lui-même se soient prononcés contre toute participation légale du PCE.

en bref...

● ANGOLA : Quatre des treize mercenaires jugés en Angola ont été condamnés à mort. Les autres sont condamnés à de lourdes peines de prison.

● AFFAIRE CLAUSTRÉ : Madame Claustre s'estime «victime de la politique française» dans une interview accordée à deux journalistes de Gamma, qui se sont rendus pendant plusieurs mois auprès de Hissen Habre, dans un avion qui semble avoir servi en même temps à transporter des armes.

● LAOS : Le kip utilisé sous la domination américaine a été remplacé par la monnaie utilisée dans les zones libérées, le kin Pot Poy, dont l'utilisation est étendue à tout le pays. De 5 000 à 10 000 kip Pot Poy ont été distribués à chaque famille.

● PÉROU : La monnaie a été dévaluée une nouvelle fois, de 44 %. Cette décision doit entraîner des importantes hausses des prix de l'essence. Les salaires seraient légèrement relevés avant d'être gelés. De nombreuses dissensions apparaissent au sein du gouvernement, alors que récemment, la police péruvienne assassinait deux ouvriers au cours d'une manifestation pour les salaires à La Paz.

Pologne : Les instincts immuables des foules selon les révisionnistes polonais

Dans toute la Pologne, le parti révisionniste a multiplié meetings et réunions pour dénoncer les manifestations de masse contre la hausse des prix qui ont obligé Gierek à reculer. A Radom, où les manifestants ont attaqué le siège du Parti Ouvrier Polonais, responsable de la hausse des prix, la population a été réquisitionnée pour remettre en état les locaux endommagés.

Après la peur qui s'est emparée des nouveaux bourgeois devant les manifestations populaires, la haine est déversée à plein flot dans les meetings, où les responsables traitent de hooligans (voyoux) les ouvriers révoltés. En témoignage également cette diatribe puisée dans la feuille de Varsovie «Zicie Warsawy» et reproduite sans commentaire dans «L'Humanité» : «Aucun pays civilisé, aucune société quel que soit son régime social ne peut demeurer passif devant les tentatives de pillage, devant les tentatives de réveiller les instincts immuables des foules, instincts menaçant l'ordre public et la sécurité de chacun». D'un coup de plume, le rédacteur de cette feuille a justifié non seulement la répression qui s'abat en Pologne contre la classe ouvrière,

mais aussi la répression criminelle contre la légitime révolte populaire contre «toute société quel que soit son régime social» comme la révolte des noirs américains, comme les soulèvements récents en Afrique du Sud. En le

représentant à son compte, «L'Humanité» dévoile un des fondements de la pensée du PCF : la violence de masse est dangereuse car elle menace l'«ordre public», la domination de la bourgeoisie.

Mozambique : célébration du premier anniversaire de l'indépendance

Le 25 juin, un grand rassemblement de 60 000 personnes s'est tenu à Maputa pour célébrer le premier anniversaire de l'indépendance du Mozambique. Samora Machel, président du FRELIMO et président de la République a pris la parole pour condamner les régimes racistes de Rodhésie et d'Afrique du Sud et a réaffirmé le soutien du Mozambique aux peuples en lutte de ces pays. Il a dit : «Plus violente est la répression, plus ardentes sont les flammes de la résistance du peuple» et «l'opposition au racisme est notre position constante». Dans un discours radiodiffusé, il a ajouté : «Nous devons nous préparer à repousser toute agression étrangère contre notre intégrité territoriale et notre souveraineté».

D'OÙ VIENT LA CRISE EN POLOGNE ?

L'URSS, qui suivant la «division du travail» qui règne dans le COMECON, devait fournir des céréales à la Pologne, ne l'a approvisionnée qu'à moitié en 75, à la suite des difficultés de sa propre agriculture. La Pologne a dû acheter des céréales au prix fort sur les marchés occidentaux, ce qui a aggravé le déficit de son commerce extérieur.

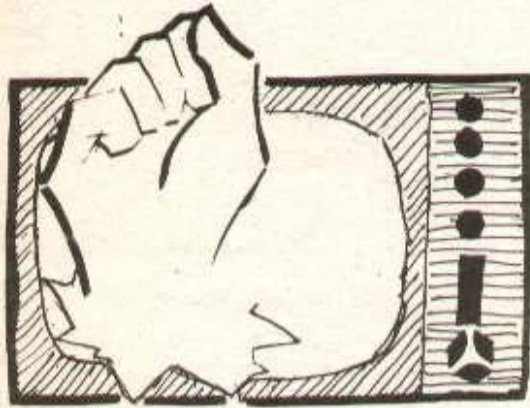
En revanche, l'URSS exige d'importantes livraisons de viande aux dépens de la consommation des travailleurs polonais. L'année dernière, des ouvriers polonais ont refusé de charger viande et pommes de terre dans des cargos à destination de l'URSS.

Dis-moi qui tu soutiens...

Sous le titre : «Qui manipule les terroristes», l'Humanité d'hier se fait l'écho d'une bien étrange lettre d'Alberto Kohén, membre de la commission juridique de la Ligue Argentine des droits de l'homme, en ce qui concerne la situation en Argentine. Après avoir écrit quelques lignes sur les activités de l'extrême-droite, (quand même...) Alberto Kohén en arrive à l'essentiel de sa lettre... les activités de l'extrême-gauche, agent de l'impérialisme, visant à «faciliter

l'instauration d'une dictature fasciste», servant la CIA, qui «veut donner au pays un régime identique à ceux du Chili ou du Brésil...» alors que la junte actuelle n'a pas ce caractère ! et d'affirmer le plus sérieusement du monde, «la véritable subversion est celle qui s'évertue à discréditer le pays, les institutions démocratiques... (sic !) et le gouvernement du Général Videla... (re-sic) !» Et notre éminent «Démocrate» conclut : «Il faut accélérer les procès... c'est en ce sens que la solidarité internationale peut soutenir la lutte du peuple argentin...!»

Alors que les assassinats des démocrates et des révolutionnaires se multiplient, alors qu'on est sans nouvelles de presque la totalité des prisonniers politiques, alors que toute activité politique et syndicale est interdite, voilà une bien curieuse conception de la solidarité. Cela ressemble fort à un soutien au régime fasciste de Videla...



Derrière l'écran ... -3- THOMSON RESTRUCTURE

DES «PÂQUERETTES» DANS LE DÉSERT MAROCAIN

«Thomson est aujourd'hui animé d'une agressivité commerciale et industrielle non dissimulée», s'étonnait il y a quelques semaines un hebdomadaire économique patronal, remarquant que la plupart des grands secteurs d'activité du trust étaient devenus des «exportateurs confirmés».

Quelques chiffres éloquentes : sur un chiffre d'affaires de près de 13,5 milliards en 1975 Thomson-Houston-Brandt

en réalisait le tiers à l'exportation... Il effectuait 15 % de ses ventes d'équipements électroniques (marchés militaires essentiellement) dans la seule région du Moyen-Orient. Sans compter la branche «engineering» qui a fait progresser de 60 % ses ventes d'usines «clés en mains» à l'étranger, la «palme» revenant sans contestation possible au secteur «activités médicales» : ses fournitures de matériel hors de l'hexago-

ne atteignant les deux tiers de la production !

QUAND THOMSON ENTEND «PLANTER SES PÂQUERETTES A L'ÉTRANGER»

Depuis la fin de l'année 1973, depuis que les métropoles impérialistes sont confrontées à la crise, le resserrement des marchés et l'apreté accrue de la concurrence ont obligé Thomson comme tous les autres trusts à «définir et

appliquer une véritable politique industrielle à l'étranger» ainsi que le disait le directeur de l'activité «composants» de Thomson-CSF.

«Ayons d'abord un jardin français en état afin de pouvoir aller planter nos «pâquerettes» à l'étranger». C'est en ces termes que Richard, l'ancien PDG du groupe définissait en 1975 la logique capitaliste du «redéploiement» de son trust : consolider en France tout ce qui est rentable et

développer l'implantation des centres de production à l'étranger. Dans le secteur des composants, Thomson s'est donc employé à liquider un certain nombre de fabrications dont les petits composants banalisés destinés à l'électro-ménager : qu'on se rappelle la fermeture de l'usine Grandin à Montreuil et la longue lutte qui s'en suivit. «Les épaves ne nous intéressent plus» laissait dire le même Paul Richard.

objectif de Thomson, c'est de prendre sa place sur le marché international, même pour l'instant, SESCOSEM ne représente que 1 % de ce marché.

En fait, ils n'ont pas licencié, même si la menace continue de peser. D'un côté, Thomson essaye de développer dans ses usines en France des produits originaux, hautement spécialisés. Pour y arriver ici, elle a même acheté un ingénieur de Texas Instrument, la plus grosse boîte américaine.

Pire, la menace de liquidation de tout le secteur des composants actifs (les semi-conducteurs) a été agitée un temps : 2 200 licenciements à la clé ! «Trop grande faiblesse du secteur» avait diagnostiqué Thomson CSF. Un syndicaliste de la SESCOSEM explique : «C'est cette menace de

Pour les productions les plus courantes dont elle a encore besoin, elle a implanté une filiale au Maroc. La main d'œuvre y coûte nettement moins cher et elle transporte là-bas ses vieilles machines qui sont amorties depuis longtemps. Elle a reçu en plus une aide financière de

LES «TÊTES» À PARIS, LES «BRAS» EN PROVINCE,

...OU COMMENT THOMSON LICENCIE SANS QUE CELA SE VOIT

Sous prétexte de «décentralisation», Thomson est en train de procéder à un vaste remaniement de ses usines en France. C'est dans la logique de son «redéploiement» défini fin 74 par Paul Richard : développer les secteurs rentables pour attaquer d'un bon pied la conquête des marchés internationaux. Ce plan de restructuration se fait notamment par la multiplication des centres de productions à l'étranger.

En France cela se traduit par la «décentralisation en province des secteurs de production» (autrement dit : des bagnes d'OS) et le maintien dans la région parisienne des secteurs «d'études», les boîtes de techniciens qui seront en quelque sorte les «vitrines» du trust. En d'autres termes, c'est la concentration des «têtes» à Paris et des «bras» en province.

Et Thomson entend gagner dans cette opération autre chose qu'un argument publicitaire à bon compte. Elle entend profiter de cette modification des centres parisiens (il n'y a pas moins de 11 usines Thomson-CSF et 8 usines Thomson-Brandt dans le seul département des Hauts-de-Seine) pour réduire les effectifs ! D'où les propositions de mutation et les continuelles menaces de licenciements «pour un oui ou pour un non»...

L'exemple de l'usine de la rue Guynemer à Issy les Moulineaux est particulièrement évocateur et montre aussi les efforts déployés par Thomson pour isoler les travailleurs, pour tenter de les rendre malléables à souhait. Des syndicalistes CFDT expliquent : Depuis le début de l'année 1974, l'usine de la rue Guynemer à Issy les Mouli-

neaux a connu beaucoup de modifications. Les activités ont été profondément modifiées par le transfert de la tôlerie, de l'outillage relais et l'envoi chez des sous-traitants de la totalité des machines de l'usinage «pièces primaires» à Pont-Audemer et de quelques autres encore à Poitiers. Dans ces deux ateliers, la direction

l'effectif de l'usine a été profondément remanié. Pendant la période de janvier 74 à novembre 75, les effectifs techniques se sont gonflés d'une centaine d'ingénieurs, dessinateurs, agents techniques et techniciens. Les secteurs «de production» ont été amputés de 105 OS, OP et agents de maîtrise et les effec-

maticiens est mise en place. Pendant ce temps, à Bordeaux, elle réalise un centre de production dépendant de «Guynemer» où seront faits les montages, câblages, etc...

La restructuration sévit à «Guynemer» et la direction ne se cache pas de la faire. Les objectifs sont clairs : «Guynemer» fera avant tout des études et son effectif sera d'environ 1800 personnes, la production s'effectuera à Bordeaux ou en sous-traitance. La direction a réussi jusqu'ici sans bruits, grâce à l'utilisation massive des intérimaires et surtout sans heurt avec les travailleurs, sa campagne de déblaiement du centre. Une question se pose : a-t-elle terminé ?

LE «REDEPLOIEMENT» DE LA REPRESSION

Il ne semble pas puisqu'il y a un blocage de l'embauche des professionnels et que, surtout, elle continue de pratiquer sa politique de départs «volontaires» ou contraints. Ses méthodes méritent toutes d'être citées : ce sont les propositions de départs anticipés à la retraite, la non réintégration des jeunes au retour du service militaire ou des femmes en congé sans solde après maternité, le non renouvellement des contrats à durée limitée pour les travailleuses à domicile, le licenciement des travailleurs en congé de maladie... Les mesures disciplinaires continuent de pleuvoir ; les retards sont rigoureusement comptabilisés et sont l'objet de blâmes et d'avertissements, changements de postes ou d'atelier et vont jusqu'au licenciement.

Le «redéploiement» de la Thomson, c'est bien avant tout le redéploiement de sa dictature !



avait mis des intérimaires, avant l'expédition des machines chez les sous-traitants. D'autre part, une partie du relais Ua été envoyée en sous-traitance chez Egelec à Niort et maintenant on s'achemine vers la sous-traitance du bobinage et du montage des autres relais.

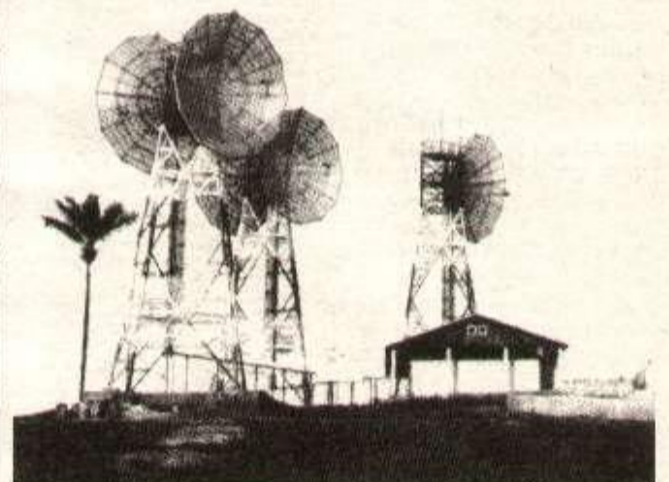
LES «SECTEURS DE PRODUCTION» SONT AMPUTES...

Dans le même temps,

tifs intérimaires sont passés de 136 en janvier 74 à 277 en mai 75 pour revenir à 147 en novembre 75.

...MAIS LES INVESTISSEMENTS SONT MULTIPLIÉS !

Parallèlement, la Thomson procède à d'importants investissements : Elle implante dans l'usine un atelier de micro-électronique, elle achète du matériel de contrôle optique... Une équipe d'infor-



Thomson installe des radars au Brésil.

licenciement qui nous a amenés à comprendre comment, sous l'effet de la crise, les objectifs de la Thomson se sont trouvés modifiés. Initialement, au moment où De Gaulle était au pouvoir, la SESCOSEM avait été créée pour permettre l'indépendance nationale sur des produits stratégiques comme les équipements militaires et l'industrie française des calculateurs. Et c'est pour cela que la SESCO ne vivait pratiquement que par des marchés et des subventions de l'État français.

TUNISIE, MAROC... LES «CHASSES GARDÉES» DE THOMSON

Aujourd'hui, les composants actifs ne sont plus guère protégés de la concurrence des firmes américaines ou européennes comme Philips. L'ob-

l'Etat, des prêts bancaires sans intérêts et en plus le gouvernement marocain ne lui fera pas payer d'impôts pendant cinq ans ! Je te laisse imaginer ce que doivent être les conditions de travail là-bas quand on sait que la production a augmenté d'un tiers par rapport à ce qu'elle était ici !

De semblables filiales continuent de s'implanter en Afrique du Nord, et tout particulièrement au Maroc et en Tunisie. La Thomson entend bien les multiplier dans cette région qu'elle considère encore comme sa «chasse gardée». Il s'agit là d'un choix raisonné que H. Lerognon, directeur de l'activité «composants électromécaniques» de Thomson-CSF résumait ainsi : «La méditerranée est pour nous ce que le sud-est asiatique est aux américains» !

63^e TOUR DE FRANCE

5^e ÉTAPE : LOUVAINS-VERVIERS (145 km)

Après la course contre la montre par équipes remportée par l'équipe Driessens le matin, il restait aux coureurs à parcourir les 145 kilomètres qui séparent Louvain de Verviers, dernière ville-étape de Belgique. On pouvait penser que Maertens, devant son public, serait hier bien difficile à battre. En fait, son équipe n'est pas parvenue à «bloquer» la course, ce qui aurait amené un sprint massif.

Au contraire, les côtes de la fin du parcours, notamment après Spa, ont conduit à l'éclatement du peloton, sous l'impulsion de nombreuses échappées : Perret et Pedro-Torrès d'abord, puis un groupe d'une douzaine de

coureurs comprenant les principaux favoris, à l'exception de Thévenet, encore souffrant de ses vertèbres cervicales. Avant le départ, il s'était fait soigner par un chiropracteur, sur les conseils d'Eddy Merckx. Après un regroupement, Van Impe testait ses rivaux en accélérant dans les côtes, mais c'est le récent champion de France qui prenait le large, bientôt rejoint par l'Espagnol Miguel Laza. De Muer directeur sportif de Sibille et Thévenet demandait alors à Guy Sibille de ne pas relayer Laza, considéré comme un rival possible de Thévenet : devant les «intérêts supérieurs» de son «patron» le «domestique» devait s'incliner...

L'échappée se termina néanmoins par la victoire de Laza, tandis que le peloton se présentait ensuite en trois fractions dont l'une arrivait à quinze minutes du vainqueur !

Cette étape a donc opéré

une première sélection regroupant tous ceux qui peuvent prétendre gagner le Tour y compris Thévenet qui a rattrapé le bon wagon dans les derniers kilomètres.

Aujourd'hui arrivée à Nancy.



Classement à l'étape :

- 1) Laza (E)
 - 2) Sibille
 - 3) Lopez-Carril (E) à 8"
 - 7) Maertens à 33"
- avec les principaux favoris.

Classement général :

- | | |
|----------------|---------|
| 1 - Maertens | |
| 2 - Pollentier | à 1'58" |
| 3 - Manzanéque | à 2'29" |
| 7 - Kuiper | à 3'16" |
| 8 - Poulidor | à 3'25" |
| 17 - Thévenet | à 3'35" |

Le mini-lexique du peloton

Depuis le début du Tour de France, à la radio, à la télé et même dans le Quotidien du Peuple, vous entendez ou lisez un certain nombre d'expressions du jargon cycliste comme «casser la baraque», «sucrer les roues», etc... A partir d'aujourd'hui, vous apprendrez au fil des étapes «sur le tas», la langue colorée des pelotons, mi-argot, mi-code. Pour commencer, reprenons ceux que nous avons déjà utilisés.

- «Casser la baraque» : cette expression s'emploie seulement dans les pelotons de coureurs professionnels pour désigner l'audacieux qui ne tient pas compte des accords tacites qui peuvent exister entre les «grands». Cette année, souhaitons que des jeunes encore peu connus cassent la baraque des Thévenet et autres Van Impe.

- «Suceur de roue», c'est le coureur qui se tient obstinément dans le sillage d'un adversaire sans prendre le relais. C'était le cas du suisse Loder, échappé avec le Hollandais Kuiper dans l'étape Le Touquet-Bornem

VIE DU JOURNAL

**PARTI
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-léniniste

**PROGRAMME
ET
STATUTS**

adoptés par son
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)

PRIX 5F - AJOUTER 2F POUR LE PORT
Passez vos commandes à
FRONT ROUGE
B.P. 161 - 75864 Paris Cedex 18



**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
208 65 61
DE 9 H A 17 H**

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRM
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DU SPORT CET ÉTÉ

PROPOSITIONS D'UN JEUNE DE L'U.C.J.R.

Au camp de loisirs populaires de l'UCJR qui aura lieu cette année dans le Gers, le sport tiendra une place importante. Sous la forme de journées d'animation sportive associant largement les jeunes de la région et ceux qui sont en vacances. Ces journées seront le lieu de tournois amicaux où l'esprit de compétition restera au vestiaire et où chacun participera aux différentes activités. Du football à la gymnastique, en passant par la natation, la marche, le cyclisme... Dans chaque discipline, on ira dans le sens de la réflexion et de la discussion sur ce que le sport représente pour les jeunes aujourd'hui ; le sport en régime capitaliste ; comment la bourgeoisie utilise le sport afin de diffuser son idéologie dans la jeunesse ; le sport en pays socialiste et des expériences de sports populaires ; une ligue sportive révolutionnaire.

Communiqué

Le Numéro 5-6 de «Psychiatisés en Lutte» est sorti. Ce journal est réalisé par les membres du Groupe d'Information sur les Asiles qui rassemble les travailleurs psychiatisés ou non, des étudiants salariés et des soignants.

Au sommaire :

- La psychiatrie institutionnelle : une répression feutrée.
- Liens affectifs ou rapports politiques ?

En vrac :

- L'enjeu politique de la campagne : «Charte des internés».
- A Moisselles, des internés manifestent.
- Justice et psychiatrie mobilisées contre une organisation populaire de la médecine.
- Et puis : chômage et psychiatrie.

LE numéro : 3,50 F ou 0,50 F pour tout interné ou pensionné. Abonnement 10 F à quatre numéros. Abonnement de soutien 20 et 30 F.

ABONNEMENTS :

NOM	1 an : 300 F
ADRESSE	6 mois : 150 F
PROFESSION	3 mois : 80 F
	1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Tous à la fête pour le 1^{er} anniversaire de l'indépendance des Îles du Cap Vert



Voilà un an que le peuple des Îles du Cap Vert a constitué son premier gouvernement. Après avoir vaincu par la force des armes le colonialisme portugais sous la conduite de son avant-garde le PAIGC, le peuple Capverdien a hérité d'une économie extravertie, quasi inexistante. Dans la phase actuelle de notre lutte, la tâche principale de notre gouvernement est de restructurer notre économie pour répondre aux intérêts de notre peuple, pour que notre pays exploité durant des siècles et des siècles par le colonialisme portugais, qui a vu mourir des milliers et des milliers de nos enfants pour manque de pain, soit une terre où les Capverdiens ne soient pas obligés d'émigrer pour ne pas mourir de faim.

C'est pour tous ces motifs que l'Association des Capverdiens en France lance un appel à tous les sympathisants de notre lutte à participer massivement aux manifestations qu'elle organise pour commémorer le 1^{er} Anniversaire de l'Indépendance des Îles du Cap Vert.

Gloire à la mémoire immortelle d'Amilcar Cabral
Vive le PAIGC, force, lumière et guide de nos peuples
Vive l'État libre et souverain des Îles du Cap Vert
Vive l'unité Guinée-Cap Vert

La lutte continue !

**A partir de 20 h 30 - Samedi 3 juillet ..
Cartoucherie de Vincennes
Dimanche à partir de 13 H, 81 rue de la Plaine
Métro Maraichers**

TELEVISION

Lundi soir sur TF1

SCIENCE FICTION ET POLITIQUE

Le débat consacré Lundi soir sur TF1 aux «phénomènes dans le ciel» n'a rien apporté de nouveau quant aux éventuelles visites que nous ferions des extra-terrestres : il est très vraisemblable qu'une vie évoluée existe sur d'autres planètes ou galaxies mais, malgré des faits troublants, rien ne prouve l'existence d'un quelconque «tourisme interplanétaire». Plus intéressants étaient les documents photographiques pré-

sentant des phénomènes naturels dont la ressemblance avec l'habituel portrait-robot des soucoupes volantes était frappante : tel est le cas des nuages lenticulaires.

En fait, le film qui introduisait l'émission appelait un tout autre débat : sur les rapports entre science-fiction et politique. Quel est le sujet, en effet, du film de Robert Wise, «Le jour où la terre s'arrêta»? Un extra-terrestre d'origine inconnue débarque d'une

soucoupe en compagnie d'un robot aux immenses pouvoirs de destruction. Le mystérieux visiteur réussit à réunir tous les gouvernements du globe et les avertit que s'ils continuent à mettre en danger la sécurité du cosmos par leur course aux armements nucléaires, les robots-gendarmes de l'univers interviendront et détruiront la terre.

Si l'on veut comprendre la portée réelle du film, il faut d'abord rappeler l'année de

son tournage : 1951. C'est à dire la période dite de la «guerre froide» due à l'attitude agressive de l'impérialisme américain à l'égard de la Russie socialiste. Gendarmes du monde, les USA s'inquiètent de perdre leur monopole nucléaire : depuis 1949, l'Union Soviétique possède elle-aussi la bombe atomique.

Dans cette situation de tension internationale provoquée par les USA, le film de

Robert Wise constitue avant tout un appel à la paix, à la détente. Appel humaniste dans la mesure où il n'analyse pas les causes de la tension, où il s'appuie sur une Raison universelle placée au-dessus de la politique et de la lutte des classes, où il développe enfin l'idée d'une fin du monde engendrée par une guerre nucléaire. A cet égard le film reflète donc l'inquiétude de la frange libérale de la bourgeoisie américaine devant les risques de guerre. Wise dénonce d'ailleurs la politique belliciste de la droite américaine à travers le personnage de Tom Stevens qui tente d'empêcher le succès de la mission extra-terrestre, quitte à rompre avec sa fiancée Helen, favorable, elle à la paix.

En même temps, le film n'est pas exempt d'ambigui-

té : les menaces proférées par les robots-gendarmes de l'univers à l'encontre de leurs ennemis terrestres potentiels peuvent fort bien être comprises comme un avertissement lancé par les USA au monde socialiste qui remet en cause leur hégémonie.

De toute façon, un film comme «le jour où la terre s'arrêta» montre bien à quel point il serait faux de voir dans les films de science-fiction un simple divertissement, un lieu où l'imagination se libérerait de façon innocente et gratuite. Comme d'autres genres (westerns, etc...) la science-fiction n'est qu'une forme cinématographique (ou littéraire) où se reflètent à des degrés divers, les contradictions du monde réel.

Claude ANCHER

Dimanche soir sur TF1

LES ANGOISSES DE TOSCAN DU PLANTIER

«L'industrie du cinéma telle qu'elle est aujourd'hui, est en perte de sens. Tel est l'avis d'un professionnel du cinéma, Daniel Toscan du Plantier (excusez du peu) producteur à la Gaumont, invité de l'émission «les visiteurs du dimanche soir» (TF1). Ce qui déprime surtout Toscan, c'est que l'industrie cinématographique ne rapporte pas assez, même que parfois des producteurs y laissent leur chemise. Trois raisons selon lui à cette situation : le film reste à la merci des «fantasmes collectifs». Traduisez : on ne sait toujours pas quelles seront les réactions du public, s'il y aura beaucoup d'entrées.

La télé fait de la concurrence déloyale en projetant des centaines de films qu'elle achète pour une bouchée de pain.

Enfin le cinéma se diviserait en trois secteurs qui constitu-

raient autant d'impasses : un petit cinéma d'auteur ne recueillant aucun succès, un cinéma «familial» et standardisé et un cinéma de l'excès (porno, violence), prélude à l'effondrement final.

Toscan a été peu bavard cependant quant aux solutions qu'il préconise pour sortir de cette crise du cinéma. Des constatations, il ressort malgré tout deux orientations : aider à l'épanouissement d'un cinéma de «qualité» et pour cela obtenir que la télévision ne soit pas seule à bénéficier de gros moyens financiers, coordonner davantage les productions de la télé et du cinéma. Quand on songe que JC Edeline, ancien patron de Gaumont (et toujours à la tête du secteur «salles d'exploitation» de ce trust) est en même temps PDG de la SFP (société de produc-

tion issue de l'ex ORTF) on voit que le processus est bien engagé. D'ailleurs la SFP a commencé à produire ou coproduire des films destinés au marché du cinéma. On s'achemine ainsi vers une unification des secteurs de l'audio-visuel, aboutissement logique de leur restructuration.

L'émission n'a fait qu'effleurer ce problème pour passer à des considérations du genre : «C'est une responsabilité épouvantable d'avoir à choisir à qui donner de l'argent» et Toscan de nous confier l'angoisse le «stress» que cette responsabilité lui donne. H. Verneuil ajoutait : «Il est difficile de déceler le cinéaste de talent avant qu'il ait fait ses preuves» mais pour faire ses preuves il faut de l'argent. Cercle apparemment vicieux ; en fait, à partir du moment où un film est réalisé

même avec des moyens de fortune, son sort dépend de sa conformité ou non aux critères idéologiques qu'impose la domination de la bourgeoisie sur le cinéma : le réalisateur qui remet violemment en cause l'idéologie bourgeoise se verra refuser tous les moyens financiers, de production comme de distribution et d'exploitation. A la limite, on ira jusqu'à interdire son film comme cela est arrivé à «Histoire d'A» de C. Belmont et M. Issartel. L'essentiel étant pour la bourgeoisie d'empêcher qu'un film révolutionnaire puisse toucher la masse des spectateurs.

Cet aspect des choses n'a bien sûr pas été évoqué dimanche soir. Les téléspectateurs étant surtout invités à partager les angoisses des producteurs...

A.C.

MERCREDI 30 JUIN

TF 1	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
18 h 05 - Pour les jeunes	19 h 20 - Actualités région.
18 h 30 - A la bonne heure	19 h 45 - Y'a un truc
19 h 05 - Animaux avec J. Richard	20 h 00 - Journal
19 h 20 - Actualités région.	20 h 30 - L'homme de fer série américaine
19 h 40 - Une minute pour les femmes	21 h 30 - C'est-à-dire mag.
19 h 45 - Tour de France	23 h 05 - Journal
20 h 00 - Journal	
20 h 30 - Hommage à Jean Vilar	FR 3
22 h 00 - Les grandes énigmes : l'homme poisson	18 h 45 - Pour les jeunes
22 h 55 - Journal	19 h 15 - Program. région.
	19 h 20 - Actualités région.
	19 h 40 - Tribune libre
	17 h 55 - Flash journal
A 2	11 h 00 - Au fil du Rhône
18 h 15 - Le palmarès des enfants	20 h 30 - Un film, un auteur Maison de poupée de J. Losey 73 V.f
18 h 30 - TV service	22 h 10 - Journal

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔC
aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ :

Après la désaffectation de l'église de Lambour et le départ du curé, quelques habitants de Lambour continuent à refuser d'aller à l'église de Pont l'Abbé. Du coup, le tailleur Jakez Nader perd sa clientèle bourgeoise.

Youenn avait quinze ans, quand les jésuites passèrent à Lambour, pour secouer les mécréants obstinés qui ne pratiquaient plus. Ils firent un spectacle devant Lambour, qui était fermé à clé depuis le départ de Mikel Pen Oan. Ils avaient amené des toiles peintes, qu'ils déployèrent sous les yeux des Lambouriens où étaient montrées les scènes épouvantables de la damnation.

- Méditez, païens, méditez l'enfer.

Youenn, qui n'était pas poussé droit sous le tuteur de la religion, vint lacérer les tableaux, à l'heure du midi, pendant que les jésuites étaient à table. Leurs féroces prédictions leur avaient creusé l'appétit.

Quand ils revinrent pour présenter le deuxième acte, ils frémirent et lancèrent des imprécations contre Satan. Youenn riait, tout en haut, sur le cou tranché du clocher.

Les gendarmes firent le siège toute la journée et toute la nuit. Le lendemain matin, Youenn fut forcé de descendre, parce qu'il était épuisé et affamé.

C'est ainsi qu'à quinze ans, Youenn Hebken connut la prison de Kemper. La justice et l'église. La relation qu'il y avait entre la colère de Dieu et le «bras séculier».

Le jour où il revint, Kathel Malloz était morte.

Elle n'avait jamais eu dans son cœur une petite place pour Youenn. Elle était égoïste, et quelquefois méchante. Mais Youenn fut triste, peut-être parce que, quoique garnement, il n'était pas né dans la constellation de la rancune.

- Va trouver le curé de Pont l'Abbé, dit Jakez Nader, moi j'ai trop d'orgueil pour ça, toi, ce n'est pas la même chose, tu peux. Tu lui diras : Voilà ! Kathel, la femme de Jakez Nader, de Lambour, est morte. Il faut l'enterrer, et lui dire la messe des morts. Seulement Jakez est une mauvaise tête : il veut que la morte soit enterrée dans l'enclos de Saint-Jacques, et que la messe soit dite à Lambour. Tu lui diras que je suis prêt à payer dix fois le prix qu'on donne d'habitude pour que ma volonté soit faite.

Et Youenn Hebken traversa le pont.

Matthias Gwenkael le regarda durement et lui dit :

- Vous êtes un mécréant, Youenn Hebken. Vous avez eu une mauvaise histoire avec la religion, à ce qu'il paraît. Votre orgueil n'a pas été assoupli en prison. Quelle commission venez-vous me faire là ? Allez dire à votre païen de père nourricier que lui-même devra venir ici me demander pardon avant que je prenne sur moi d'enterrer sa femme, mais dans l'enclos de Pont l'Abbé, et après la messe aux Carmes ! A Lambour, jamais !

Jakez Nader est venu. Il a mis son plus bel habit, et il a traversé le pont.

Le même soir, le prêtre traversa la rivière à marée basse, suivi par deux sacristains et plusieurs enfants de chœur, en surplis, et avec les encensoirs. Ils passèrent silencieusement le

long de l'enclos et de la fontaine, puis se présentèrent devant le portail de l'église Saint-Jacques.

Jakez Nader en avait la clé.

Et il était là, seul, avec Youenn Hebken, bonnet bleu et gilet à Saint Sacrement, modèle plus grand.

Ils entrèrent.

Sous la nuit, dans l'église sans toit, se déroula une messe des morts clandestine, si basse et si sombre que nul à Lambour n'entendit rien.

Puis, toujours dans le silence et l'obscurité, Youenn et Jakez Nader, suivis par le recteur et les accompagnants, se dirigèrent vers l'enclos où fut enterrée Kathel Malloz.

Après quoi, tous les vivants remontèrent vers l'église, et Jakez Nader versa au recteur le salaire de son office.

Et le cortège s'en retourna, emportant les saints et les bannières délavés, qui n'avaient pu être enlevés lors de la désaffectation de Saint-Jacques, les tréviens les ayant cachés.

Comme ils avaient tardé, la soutane du recteur et les aubes rouges des enfants de chœur furent trempées.

Pour donner à sa femme une sépulture chrétienne, Jakez Nader avait trahi Lambour. Mais puisqu'il était le dernier, ce n'était que lui-même qu'il reniait, et personne d'autre n'avait le droit de lui faire reproche de ce qu'il avait fait.

Il mourut, lui aussi, deux mois après, et n'eut pas de messe des morts. Youenn l'enterra lui-même à côté de Kathel Malloz.

A la suite de quoi, il se trouva orphelin.

(à suivre)

